

Université Cheikh Anta Diop de Dakar
Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI)

Revue Africaine de Communication



RAC , Nouvelle série, Numéro 7, 2025

**COMMUNICATION POLITIQUE
&
CRISES CONTEMPORAINES**



REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



***COMMUNICATION POLITIQUE ET
CRISES CONTEMPORAINES***

Sous la direction de

Pr Kouassi Sylvestre KOUAKOU,
Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
Dr Yacine DIAGNE,
Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
Dr Mamadou Diouma DIALLO,
Université Gaston Berger (Sénégal)

Nouvelle Série / Numéro 7

Décembre 2025
ISSN : 3092-5630
e-ISSN : 3092-5614



Revue Africaine de Communication
Nouvelle série, Numéro 7, Décembre 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : Alioune DIENG, Professeur des universités, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

COMITÉ SCIENTIFIQUE :

Marc-François BERNIER, Professeur des universités, Université d'Ottawa (Canada)

N'guessan Julien AT CHOUA, Professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Frédéric LAMBERT, Professeur des universités, Université Paris 2 Panthéon-Assas (France)

Anne PIPPONNIER, Professeure des universités, Centre de recherche sur les Médiations, Université de Lorraine

Yahya DIABI, Professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Annie LENOBLE-BART, Professeure émérite, Université Michel de Montaigne, Bordeaux III, (France)

Serge THÉOPHILE BALIMA, Professeur des universités, Université de Ouagadougou (Burkina Faso)

Anna Paola SONCINI, Professeure des universités, Université de Bologne (Italie)

Modou NDIAYE, Professeur des universités, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Aimé-Jules BIZIMANA, Professeur agrégé, Université du Québec en Outaouais (Canada)

Mor FAYE, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

Marième Pollène NDIAYE, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

Namoin YAO - BAGLO, Maître de conférences (CAMES), ISICA/Université de Lomé (Togo)

Moustapha MBENGUE, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Djibril DIAKHATÉ, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Kouassi Sylvestre KOUAKOU, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Sokhna Fatou SECK SARR, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

COMITÉ DE LECTURE ET DE RÉDACTION :

Diégane SÈNE, Maître de conférences (CAMES), CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Aminata KANE, Maître-assistante (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop

Dr Fatoumata Bernadette SONKO, Maître-assistante (CAMES), CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Sahite GAYE, Maître-assistant (CAMES), Université Cheikh Anta Diop

Dr Domique-François MENDY, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Abdou DIAW, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Ngagne FALL, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Moussa DIOP, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Alioune Badara GUEYE, CESTI, Université Cheikh Anta Diop



Revue Africaine de Communication
Nouvelle Série, Numéro 7, 2025

Édité par

**Alioune DIENG,
Professeur Titulaire,
Université Cheikh Anta Diop
Dakar, Sénégal**



UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION
(CESTI)

Décembre 2025

© **CESTI**
Revue Africaine de Communication
ISSN : 3092-5630
e-ISSN : 3092-5614
Tous droits réservés

Site Internet de la Revue : <https://rac.ucad.sn/>

Maquette Première et Quatrième de couverture : Tiécoura Gueye,
CESTI, UCAD

Édition et Mise en page : Professeur Alioune Dieng
CESTI, UCAD

Contacts :

Service commercial : +221 33 824 68 75 / +221 33 824 93 66
Emails : infos.cesti@gmail.com; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

Adresse :

Revue Africaine de Communication
CESTI/UCAD, BP 5005
Dakar-Fann
Sénégal

**UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES
DE L'INFORMATION
(CESTI)
Avenue Cheikh Anta Diop, BP 5005, Dakar, Sénégal**

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

Emails : cesti@ucad.edu.sn ; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

**POLITIQUE ÉDITORIALE
DE LA
REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION**

La *Revue Africaine de Communication* (RAC), qui s'adresse aux enseignants chercheurs, chercheurs, doctorants et professionnels de l'information et de la communication, publie des articles inédits, à caractère scientifique, sur les sciences, les pratiques et les technologies de l'information et de la communication dans le respect des normes internationales de conception, de rédaction et de présentation des travaux scientifiques.

De plus, elle souhaite contribuer, le plus largement possible, au développement des études portant sur l'analyse du discours, le droit, l'éthique et la déontologie des médias. Les domaines de l'information et de la communication sont articulés à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, le management, le marketing et la culture. La RAC, qui se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, accepte aussi, dans sa partie *Varia*, des articles des autres disciplines dont l'intérêt pour le développement des sciences et des techniques de l'information et de la communication est évident.

La RAC paraît une fois par an avec un numéro thématique

et/ou un numéro spécial. Selon la procédure en double-aveugle (*Double Blind Peer Review*), une version anonyme de chaque texte proposé est soumise à l'expertise de deux spécialistes en la matière, en vue de l'évaluation et, éventuellement, de la révision. À cet effet, les critères retenus sont la pertinence et l'intérêt du thème abordé, l'originalité de la problématique et de la démarche logique adoptée, la tenue stylistique de l'article ainsi que sa cohérence avec l'ensemble du numéro et de la Revue. Les contributions peuvent être acceptées, refusées ou donner lieu à des propositions de révisions pour l'auteur. En cas de désaccord entre les deux experts, le Directeur de Publication de la Revue soumet la contribution à une troisième évaluation. Les textes et leur contenu relèvent de la seule et entière responsabilité des auteurs.

En cas de publication, tous les droits sont transférés à la Revue (Voir Code d'Éthique de la *Revue Africaine de Communication*). Les auteurs sont invités à suivre le modèle de présentation et de mise en page des articles publiés par la *Revue Africaine de Communication* (titres, résumé et mots-clés, normes topographiques, références bibliographiques, etc.).

1. Le titre de la contribution

Titre en français et en anglais : police Book Antiqua 12, en gras, centré, interligne simple.

Nom, Prénom(s), premières lettres en majuscules, et affiliation(s) des contributeurs : police Book Antiqua 10, en gras, alignés à droite, interligne simple.

2. Introduction, Titres des parties, Conclusion

Police Book Antiqua 11, en gras, alignés à gauche, pas de retrait, interligne simple.

3. Résumé et Mots-clés de la contribution

- **Le résumé de la contribution** (500 signes au maximum): Rédigé en français et en anglais, police Book Antiqua 10, sans gras, sans italique, sans retrait, aligné à gauche, interligne simple.
- **Contenu du résumé** : Intérêt scientifique du thème et de

l'objet de recherche, délimitation du champ et du contexte de recherche, problématique, objectif et hypothèses de recherche, méthode(s) d'analyse et résultats attendus.

- **Mots-clés** : police Book Antiqua 10, pas de retrait, alignés à gauche, cinq mots en minuscules séparés par des virgules, première lettre du premier mot en majuscule (version française) ; premières lettres en majuscules, cinq mots séparés par des points virgules (version anglaise).

4. Plan de l'article

Il est souhaitable que le texte de l'article soit organisé à trois niveaux :

- section : 1, 2, 3, ... (style Titre 1, gras, taille de police 11, sans retrait) ;
- sous-section : 1.1., 1.2., ... 2.1., 2.2..., etc. (style Titre 2, gras, taille de police 11, retrait 1,27) ;
- sous-sous-section : 1.1.1., 1.1.2. ... 2.1.1., 2.2.2, etc. (style Titre 3, gras, taille de police 11, retrait 1,27).

5. Citations

- **Longueur, police, style, format :**

Les citations brèves (de trois lignes et moins) sont encadrées par des guillemets à la française, sans italique, police Book Antiqua11.

Les citations de trois lignes et plus : retrait 1,27 cm, Book Antiqua 10, pas de guillemets : « Étudiant les rapports entre l'hypertextualisation et l'animation numérique, Saemmer affirme :

Les mots sur support numérique prennent des couleurs, se coulent dans de nouvelles formes graphiques ; en se disposant librement dans l'espace, ils suggèrent une simultanéité caractéristique de l'image ; en s'animant, ils acquièrent une dimension plastique ; en s'hypertextualisant, ils deviennent palpables, touchables. L'un des enjeux centraux de mon livre *Matières textuelles sur support numérique* était d'étudier les conséquences de l'hypertextualisation et de l'animation numérique sur le sens du texte. J'ai essayé de montrer qu'en principe, les possibilités d'interaction et de mise en mouvement

du texte, les nouveaux rapports entre images fixes et mots animés, vidéos et lettres statiques sur l'interface numérique ouvrent le champ sémantique du texte vers de nouvelles significations (2008 : 63). »

▪ **Source de la citation :**

À la fin de la citation, on indique la source (entre parenthèses) : Nom de l'auteur, année de publication, éventuellement la page, précédée de deux points.

En cas de coupure importante ou d'omission dans la citation, il faut placer entre crochets les points de suspension pour la représenter :

« L'un des enjeux centraux de mon livre [...] était d'étudier les conséquences de l'hypertextualisation et de l'animation numérique sur le sens du texte. » (Saemmer, 2008 : 63).

▪ **Auteur(s) mentionné(s) après la citation :**

« En outre, l'opinion, « relayée au plus haut niveau de l'État, aspirait à une plus grande transparence administrative, à l'image d'autres grands pays démocratiques. » (Ermisse, 1988 : 205).

▪ **Citation de deux auteurs :**

« La communication politique a toujours présenté une dimension technique. Dans l'Antiquité grecque, la rhétorique en était la manifestation principale, qui permettait l'utilisation stratégique du discours à des fins de persuasion. » (Gerstlé & Piar, 2020 : 31).

▪ **Plus de deux auteurs :**

• **Une première citation :**

« Plusieurs virtualités cohabitent dans le débat nucléaire. » (Faivret, Missika & Wolton, 1980 : 9).

• **Une deuxième citation des mêmes auteurs :**

« Attaquer une idéologie est un exercice périlleux » (Faivret *et al.*, 1980 : 10) ou selon Faivret *et al.* (1980 : 10), « attaquer une idéologie est un exercice périlleux ».

▪ **Citation d'une institution :**

Lors de la première citation, le nom développé de l'institution est mentionné suivi de son abréviation :

« Dans le monde, une augmentation significative de la demande en eau est prévue dans les prochaines décennies. » (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture [UNESCO], 2017 : 1).

▪ **Dès la deuxième citation**, l'abréviation suffit :

« Les ressources en eau (eaux de surface et eaux souterraines) sont renouvelées à travers le cycle continu d'évaporation, de précipitations et de ruissellement. » (UNESCO, 2017 : 10).

▪ **Dictionnaire :**

Le relativisme est « une doctrine qui admet la relativité de la connaissance humaine ». (*Le Petit Robert*, 1989 : 1651)

Nota Bene : Pour certains dictionnaires comme celui de l'Académie française, le titre, le numéro de l'édition et le numéro de page suffisent.

▪ **Citation d'un auteur ayant publié plusieurs documents la même année :**

Si le slogan est l'instrument de la propagande idéologique et de la communication efficace, la rhétorique est une arme à double tranchant, dont la modalité peut être méliorative ou péjorative. Du point de vue rhétorico-pragmatique, les tropes tels que la métaphore ou la périphrase servent à l'expression de l'hybridité linguistique, en faisant s'affronter des points de vue narratifs sur le thème de l'immigration. (Dieng, 2020 a : 54)

Avoir de l'esprit est un atout considérable dans la discussion, mais il se transforme en défaut majeur lorsqu'il s'agit d'éprouver la raison. La prééminence de l'esprit de finesse sur le jugement ne nie pas l'importance de la raison, mais elle permet à l'humaniste de distinguer le champ de la communication de celui du raisonnement philosophique et à élaborer les grands principes d'une éthique du jugement. (Dieng, 2020 b : 362)

▪ **Plusieurs auteurs de différentes œuvres cités simultanément :**

« Les enjeux de l'information et de la communication ouvrent des perspectives à la recherche. » (Boukacem-Zeghmouri & Rodríguez Bravo, 2019 ; Blanchard & Roginsky, 2020 ; Mattelart, 2016)

▪ **Citation d'un auteur par un autre auteur :**

« Un usage extensif de l'Internet a permis aux Zapatistes d'instantanément diffuser leurs informations et revendications au monde. » (Castells, 1997 [2010], cité par Mattelart, 2016 : 117)

Nota Bene : Lorsque la date de la première édition est mentionnée, celle de la dernière est mise entre crochets.

- **Ajout de mots dans la citation** : mettre les mots ajoutés entre crochets.
- **Paraphrase d'un texte écrit** :

« Pour Dieng (2024 : 39), "parole sans règle et parole sans foi destinées à faire perdre la face à l'interlocuteur, la polémique a partie liée avec le pouvoir et suscite de ce fait un questionnement dans ses rapports à l'éthique" ».

6. Ponctuation

Sauf exception (point d'exclamation ou d'interrogation), pas de ponctuation dans un titre. Entre le point ou la virgule et le mot qui les précède, il n'y a pas d'espace. En revanche, il y en a une, insécable, entre les guillemets à la française, les deux points, le point-virgule, les points d'exclamation ou d'interrogation et le mot. Les crochets et les parenthèses ne contiennent pas d'espace à l'intérieur, mais à l'extérieur.

On utilise exclusivement les guillemets à la française (« »), en prenant garde de placer une espace insécable après le guillemet ouvrant et avant le guillemet fermant. Les guillemets anglais doubles (" ") sont requis dans une citation de deuxième niveau, c'est-à-dire imbriquée dans une première citation.

7. Normes typographiques

Format : Document Word.

Police : Book Antiqua (BA), 11 pour le corps de l'article, 10 pour les citations.

Style : Normal

Reliure à gauche : 0 cm ;

Interligne : simple

Mise en page : custom size, 15/23 cm (File, Page setup, Paper size: custom size) ; marges : 2 cm (bas, haut, gauche, droite)

Corps du texte : police Book Antiqua 11, style Normal, justifié.

Retrait : gauche : 0 cm, droite : 0 cm ; à partir de la première ligne 0 cm ; suspension : 0 cm

Espacement : avant : 0 point, après : 0 point

8. Les tableaux :

Les tableaux sont titrés et insérés dans le texte, Book Antiqua (BA) 10. Pour chaque tableau, ne pas dépasser la moitié d'une

page de la revue ; sinon, il sera renvoyé en annexe à la fin de la bibliographie. Leur pertinence sera évaluée par les experts.

9. Notes de bas de page

Les notes en bas de page (police : Book Antiqua 10, suspension (hanging) 0,5 cm, Interligne simple). Ne sont acceptées que les notes qui apportent des informations complémentaires ou des précisions. Les références bibliographiques sont insérées directement dans le texte (voir **Citations**).

10. Bibliographie

▪ Format :

Corps du texte : police Book Antiqua 11, style Normal, justifié.
Retrait : gauche : 0 cm, droite : 0 cm ; Interligne simple ;
suspension : 0,5 cm

Espacement : avant : 0 point, après : 0 point

▪ Monographie :

Nom, Prénom (date). *Titre du livre* [date de la 1re édition]. Lieu : éditeur, «collection».

▪ Ouvrage collectif :

Nom, Prénom (éd. / éds) (date). *Titre de l'ouvrage*. Lieu : éditeur, « Collection » (si indiquée).

▪ Chapitre d'un ouvrage collectif :

Nom, Prénom (date). Titre de la contribution (pagination : pp. X-Y). In Prénom Nom (éd. / éds), *Titre de l'ouvrage* (pagination). Lieu : éditeur, « Collection » (si indiquée).

▪ Article :

Nom, Prénom (date). Titre de l'article. In *Titre de la revue*, n° x, *titre spécifique à ce numéro* (si indiquée), Prénom Nom (éd./éds), pagination (page de début et page de fin séparées par un tiret).

▪ Article de revue avec volume et numéro de fascicule (version imprimée) :

Nom, Prénom (année). Titre de l'article. *Titre de la revue en italique, numéro du volume en italique* (numéro du fascicule entre parenthèses), numéros de pages.

▪ Revue complète (numéro spécial) (version imprimée) :

Titre du numéro ou du supplément ou du hors-série [Numéro spécial]. (Année). *Titre de la revue en italique, numéro du volume en*

italique (numéro du fascicule entre parenthèses).

▪ **Article de revue (version électronique) avec DOI:**

Article de revue issu d'un hors-série ou d'un supplément (version imprimée ou électronique) : Nom de l'auteur, initiale du prénom (Année). Titre de l'article. *Titre de la revue en italique (pas en forme abrégée et sans le sous-titre)*, (h.s.) ou (suppl.), numéros de pages. <DOI>

▪ **Article de quotidien (version électronique) :**

Nom de l'auteur, prénom (Année, jour mois). Titre de l'article. *Titre du quotidien.* <DOI> ou Accès adresse URL : <lien [Consulté le...]>.

▪ **Congrès/Colloque (publié) :**

Nom du ou des directeur(s), prénom(s) (dir.). (Année). *Titre du colloque : Actes ou Journées et lieu, date du colloque.* Lieu : Éditeur.

▪ **Contribution d'un auteur à un colloque (communication publiée) :**

Nom de l'auteur, Initiale du prénom (Année). Titre du document. In Initiale du prénom de l'auteur de l'ouvrage. Nom de l'auteur (dir. ou éd.), *Titre de l'ouvrage : Titre du colloque : Actes ou Journées et lieu, date du colloque* (pp. du document s'il y en a). Lieu : Éditeur.

▪ **Ressources Internet :**

- Mettre la **référence** précise, le **lien** entre guillemets simples <...> et la **date** de consultation entre crochets [...].
- **Article** : Nom, Prénom (2010). Titre. Titre de la revue en *italique*. URL entre guillemets simples (<...[Consulté le...]>) ou <DOI>
- **Livre électronique avec DOI** : Nom, Prénom (Année). *Titre en italiques.* <DOI>
- **Livre électronique avec URL** : Nom, Prénom (Année). *Titre en italiques.* Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...] >.
- **Page ou Site Web** : Auteur ou Organisme (Année de publication). *Titre de la page consultée.* Date de la dernière mise à jour ou de copyright). Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...] >.

- **Texte législatif (version imprimée)** : *Titre et date d'adoption du texte de loi* ; Sigle (si existant), Recueil et Numéro.
- **Texte ou article législatif (version électronique)** : *Titre et date d'adoption du texte ou de l'article de loi* ; Sigle (si existant) ; Recueil et numéro ; Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...] >.
- **Thèse** : Prénom Nom, *Titre : sous-titre*, nombre de pages, tomaison, Type de diplôme : Discipline et spécialité : Université (et / ou autres précisions telles que la ville) : Année (date de soutenance). S'il n'y a pas de date de parution, mettre l'abréviation s.d. (*sine datum*) à la place de l'année.

10. Abréviations

Éditeur scientifique : (éd. ou éds.)

Sous la direction de : (dir.)

Numéro d'édition : (éd. ; par exemple : 2e éd.) :

Sans lieu de publication : *sine loco* (s.l.)

Sans nom de l'éditeur : *sine nomine* (s.n.)

Sans date : *sine datum* (s.d.)

L'abréviation des pages se fait différemment en fonction du type de document :

- pour les chapitres d'ouvrage collectif et pour les articles de la presse quotidienne, les pages sont indiquées avec l'abréviation «p.» pour une seule page consultée et «pp.» pour plusieurs pages. Exemple : p. 7 ou pp. 7-14 ;
- pour les périodiques (revue, magazine), les pages sont indiquées sans abréviation. Exemple : 7-14.

11. Bibliographie sélective

BLANCHARD, Gersende & ROGINSKY, Sandrine (2020). Introduction. Dossier - La professionnalisation de la communication politique en question : acteurs, pratiques, métiers. *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 1(1), 5-12. <https://doi.org/10.3917/enic.029.0005>

BOUKACEM-ZEGHMOURI, Chérifa & BLANCA, Rodríguez Bravo (2019). Présentation du dossier 2019. Une information scientifique, entre évaluation et médiatisation. *Les Enjeux de*

l'information et de la communication, 2(2), 5-11.
<<https://doi.org/10.3917/enic.027.0005>>

DIENG, Alioune (2020 a). Hybridité linguistique et réinterprétation de l'aventure ambiguë chez Fatou Diome. In *Réécriture et interprétation, Acta Iassyensia comparationis*, 26(vol.2), 51-62.
<http://literaturacomparata.ro/Site_Acta/issues/aic26/06%20Dieng_Layout%201.pdf>

DIENG, Alioune (2020 b). L'expérience de l'enrichissement dans les *Essais de Montaigne*. *Akofena, Revue scientifique des Sciences du langage, Lettres, Langues et Communication*, n°002, vol. 1, 353-370.

DIENG, Alioune (2024). *Éthique et argumentation polémique*. Dakar: Presses Universitaires de Dakar (P.U.D.).

ERMISSE, Gérard (1988). Les archives françaises à l'horizon de l'an 2000 (études rassemblées à l'occasion du XIe Congrès international des Archives. In *La Gazette des archives* (pp. 200-217), n°141, Actes du colloque de Paris, 22-26 août.

FAIVRET, Jean-Philippe, MISSIKA, Jean-Louis, WOLTON, Dominique (1980). *L'Illusion écologique*. Paris : Seuil.

GERSTLE, Jacques, PIAR, Christophe (2020). *La Communication politique*. Paris : Armand Colin, collection « U ».

MATTELART, Tristan (2016). Déconstruire l'argument de la diversité de l'information à l'heure du numérique : le cas des nouvelles internationales. In *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2(2), 113-125.
<<https://doi.org/10.3917/enic.021.0113>>

SAEMMER, Alexandra (2008). Le texte résiste-t-il à l'hypermédia ? In *Communication & Langages*, n°155, 63-79.

UNESCO (2017). Les Eaux usées : une ressource inexploitée. *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau*.

WOLTON, Dominique (1997). *Penser la communication*. Paris : Flammarion.

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES
DE L'INFORMATION
(CESTI)
Avenue Cheikh Anta Diop, BP 5005, Dakar, Sénégal

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



Revue Africaine de Communication

Emails : cesti@ucad.edu.sn ; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

**CODE D'ÉTHIQUE
DE LA
REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION**

1. De l'évaluation des contributions scientifiques

En ce qui concerne l'évaluation de chaque contribution, le Directeur de Publication et les membres du Comité de Lecture et de Rédaction de la Revue sollicite l'avis d'au moins deux évaluateurs, selon le système de double-blind peer review (double-aveugle). L'évaluation des textes soumis à la *Revue Africaine de Communication* (RAC) prend en examen leur contenu scientifique, sans distinction de race, de sexe, de nationalité, de croyance et d'orientation académique ou politique des auteurs. Sans accord écrit de la part de l'auteur, le matériel inédit des manuscrits soumis à la Revue ne peut pas être employé pour d'autres recherches. Le Directeur de Publication, le Comité scientifique, le Comité de lecture et de Rédaction s'engagent autrement à ne diffuser aucune information concernant les textes à des fins différentes des évaluations, des révisions, de l'édition et de la publication. Les textes et leur contenu relèvent de la seule et entière responsabilité de leurs auteurs.

2. Des obligations du Directeur de Publication

Le Directeur de Publication veille à l'exécution et au respect scrupuleux de la Politique éditoriale et du Code d'éthique de la *Revue Africaine de Communication*. Il définit, en collaboration avec le Comité scientifique et le Comité de Lecture et de Rédaction, la thématique annuelle de la Revue et supervise le processus de lancement, d'évaluation, de révision et de publication de chaque numéro. Il est la personne morale et administrative de la Revue. Garant de la notoriété, mais aussi de la qualité, de la conformité et de l'effectivité des travaux et des manifestations scientifiques de celle-ci, le Directeur de Publication supervise la collaboration entre les différents comités de la Revue, les évaluateurs et les contributeurs. Enfin, il la représente dans les autres instances et manifestations scientifiques.

3. Des obligations du Comité scientifique

Le Comité scientifique est tenu de respecter la politique et les principes éditoriaux de la *Revue Africaine de Communication* et doit aussi se conformer aux dispositions légales en matière de diffamation, de violation du copyright et de plagiat. Pour les prises de décisions, le Directeur de Publication de la Revue collabore avec le Comité scientifique. Les deux instances sont responsables de la publication finale des articles.

4. Des obligations du Comité de Lecture et de Rédaction

Le Comité de lecture et de Rédaction relève et vérifie les informations concernant les erreurs, imprécisions, conflits d'intérêts ou plagiat à l'égard d'une contribution, qu'il communique immédiatement au Directeur de Publication de la Revue, qui, à son tour, les notifie à l'auteur. Il vérifie ensuite le respect des modifications et des corrections formulées par les évaluateurs selon les critères fixés par la Revue. Au cas contraire, la Revue s'engage à entreprendre les actions nécessaires : éventuellement, l'article sera retiré de la version finale du numéro lancé. De façon générale, le Comité de lecture et de Rédaction apporte son aide au Directeur de Publication et à son équipe dans la révision, l'édition et la publication des contributions.

5. Des obligations des Évaluateurs

L'expert sélectionné ne se jugeant pas qualifié pour l'évaluation, ou sachant ne pas être en mesure de respecter les délais indiqués, doit notifier la décision au Directeur de Publication de la Revue. Il ne doit pas accepter l'expertise d'une contribution scientifique dans le cas d'un conflit d'intérêts dû à un rapport de compétition, de collaboration étroite, etc. avec les auteurs. Le Directeur de Publication, le Comité scientifique et le Comité de lecture et de Rédaction s'engagent à traiter les textes reçus comme des documents confidentiels.

Les évaluateurs s'engagent, quant à eux, à exprimer leurs opinions et recommandations, à les argumenter, documenter et illustrer dans le strict respect du secret professionnel. En outre, ils éviteront de les formuler de façon blessante. S'ils remarquent des passages plagiés ou bidonnés, ils ont l'obligation d'en informer le Directeur de Publication de la Revue. L'évaluation doit être effectuée avec objectivité, professionnalisme et discréetion. Les informations contenues dans les documents évalués demeurent confidentielles et, en aucun cas, ne peuvent faire l'objet d'autre exploitation.

6. Des obligations des Auteurs

Les auteurs s'engagent à garantir l'originalité des contributions, leur non-soumission en vue d'une autre publication lors des phases d'évaluation et de révisions des contributions. Par leur simple participation au numéro, ils acceptent aussi à n'employer des contenus ou des expressions d'autres auteurs qu'en indiquant toujours la source référencée. Les textes soumis n'ont jamais été publiés comme documents protégés par copyright dans d'autres revues ou dans des ouvrages collectifs déjà publiés.

En envoyant une contribution, l'auteur/les auteurs acceptent que, si le texte est approuvé pour la publication, tous les droits économiques, sans limites d'espace et avec toutes les modalités et technologies existantes ou à venir, sont transférés à la *Revue Africaine de Communication*. Dans le cas où un auteur noterait des erreurs significatives, des incohérences ou des imprécisions dans le document scientifique publié, il doit immédiatement le porter à la connaissance du Directeur de Publication de la Revue et

coopérer pour la rétractation ou la révision de la contribution proposée.

7. Accès, Reproduction, Distribution, Diffusion et Partage des Contributions scientifiques

Les contributions scientifiques à la *Revue Africaine de Communication* (*RAC*) sont disponibles en accès libre sur le site: <https://rac.ucad.sn>. Elles sont également archivées à la Bibliothèque nationale, à la Bibliothèque centrale de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et à la Médiathèque du Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information.

Les auteurs cèdent tous les droits de reproduction, de publication et de diffusion de leurs contributions scientifiques à la *RAC*. Par conséquent, ils acceptent toutes modifications formelles liées aux contraintes de leur mise en page et de leur mise en valeur.

De plus, les contributions publiées par la *RAC*, ne pouvant faire en aucun cas l'objet d'une autre publication, sont autorisées sous la Licence CC-by-nc-nd (autorisation de partager, copier, reproduire, distribuer et communiquer l'oeuvre originale par tous moyens et sous tous formats, sans modifications, dans un but scientifique, pédagogique ou promotionnel, sauf à des fins commerciales).

Les auteurs doivent être crédités de la paternité de leurs contributions et la source indiquée. Ce droit à la paternité des contributeurs est scrupuleusement respecté en cas d'utilisation de leurs oeuvres (Prénom, Nom, titre de la contribution, Nom de la Revue, Numéro, Année de publication, N° de la page d'où est tiré l'extrait).

SOMMAIRE

<i>Avant-propos</i>	I-XI
<i>Éthique de la violence et ethos politique</i> <i>Ethics of violence and political ethos</i>	
Alioune Dieng & François xavier Diémé	3-27
<i>Santé sans CFA : stratégies communautaires de prise en charge medicale en contexte de crise à Kédougou</i> <i>Health without cfa: community strategies and reinventing care in a crisis context in Kedougou</i>	
Babacar Cissé.....	29-57
<i>Gouvernance et communication politique en periode de crise : comment comprendre les actions souverainistes de la transition malienne ?</i> <i>Governance and political communication in times of crisis: how can we understand the sovereignist actions of the Malian transition?</i>	
Hama Yalcouyé.....	59-77
<i>La lutte contre la « désinhibition écologique » dans les pays du sud global via la communication publique et les participations citoyennes à l'ordre environnemental : le cas amazonien</i> <i>Confronting ecological disinhibition through public communication and citizen participation adapted to the climate of impunity: the amazonian case</i>	
Pierre Cilluffo Grimaldi.....	79-102
<i>Les logiques manipulatoires des relations publiques en contexte électoral en république de Côte d'Ivoire</i> <i>The manipulative logic of public relations in the electoral context in the Republic of Côte d'Ivoire</i>	
Guillaume Yao Kouakou.....	105-126
<i>Désinformation et communication politique en ligne en temps de crise : le cas de la transition politique tchadienne en 2024</i> <i>Disinformation and online political communication in times of crisis: the case of chad's political transition in 2024</i>	
Kidana Alice Gali.....	127-148
<i>Bots, communication politique et polarisation numérique : dynamiques informationnelles lors de l'élection présidentielle sénégalaise de 2024</i> <i>Bots, political communication and digital polarization: information dynamics during the 2024 Senegalese presidential election</i>	
Papa Djibril Ngom & Kouassi Sylvestre Kouakou.....	149-176

<i>Repenser la communication dans les opérations de soutien à la paix en Afrique</i> <i>Rethinking communication in peace support operations in Africa</i>	
Abel Hubert Mback Wara.....	177-195
<i>Radiodiffusions communistes et formation politique des militants de l'union des populations du Cameroun (UPC) 1955-1971</i> <i>Communist radio broadcasts and political training of militants of the union of the peoples of Cameroon (UPC) 1955–1971</i>	
Oumarou Gnebora.....	199-224
<i>Presence et representation du Groupe Wagner dans les titres de presse: cas de Jeune Afrique et de Le Monde (2022-2023)</i> <i>Presence and representation of the Wagner Group in press headlines. The case of Jeune Afrique and Le Monde (2022–2023)</i>	
Sali Bouba Oumarou.....	225-252

AVANT-PROPOS

Le numéro 7 de la *Revue Africaine de Communication* (RAC) est consacré au thème suivant : « Communication politique et crises contemporaines ». En effet, les crises contemporaines, qu’elles soient climatiques, sanitaires, économiques, sociales ou politiques, par leur caractère disruptif, se révèlent être des catalyseurs qui mettent à l’épreuve la solidité de nos systèmes politiques et sociaux. Elles imposent une réévaluation profonde des discours et des pratiques de communication politique. Dans un contexte mondial marqué par une défiance croissante à l’égard des institutions, une polarisation à outrance de l’opinion publique et une circulation ultra-rapide de l’information via les médias sociaux, la communication politique se trouve confrontée à un double défi. D’une part, elle est déstabilisée par la perte de maîtrise des flux informationnels et des narratifs ; d’autre part, elle se voit renouvelée par l’émergence de nouveaux outils et de nouvelles formes d’engagement citoyen.

Ainsi, comme l’a souligné Wolton (1989), la communication politique ne saurait se réduire à une simple transmission d’informations. Elle constitue un champ de tensions permanentes où s’affrontent des enjeux de légitimité et de pouvoir. Les crises récentes et actuelles exacerbent ces tensions sous-jacentes, opposant transparence, intégrité et contrôle de l’information, urgence et réflexivité, élitisme et populisme, réalisme politique et démagogie, sans oublier les tensions entre dynamiques géopolitiques mondiales et replis nationalistes. La manière dont ces crises sont gérées met en lumière les stratégies par lesquelles les acteurs politiques, les médias et les mouvements citoyens s’approprient, remettent en question ou réajustent leurs discours et leurs dispositifs communicationnels pour faire face à des défis sans précédent (Cardon, 2019).

Ce numéro thématique se donne à lire comme une démarche pour cerner la manière dont les crises contemporaines multiformes modifient profondément les relations dynamiques entre les gouvernants, les acteurs des médias et les citoyen(ne)s.

Étant donné le caractère interdisciplinaire des sciences de l’information et de la communication, il s’inscrit dans la problématique des changements multiples induits par les crises dans leurs différentes dimensions.

Par ailleurs, la communication politique en période de crise constitue un terrain conflictuel sur le plan informationnel, où la recherche de la confiance publique se confronte à une propagation exponentielle de la désinformation. Ce phénomène est généralement défini comme « une manipulation délibérée de l'information, des [faits] dans le but d'induire en erreur le récepteur et [d'altérer] ainsi son jugement, sa décision et son action » (Kouakou, 2023, p. 2). En d'autres termes, les faits, souvent complexes et incertains, sont sujets à des distorsions accentuées et présentés sous les vocables *fake news*, *deepfakes*, théories du complot et infox. Ces distorsions sont amplifiées par la viralité des réseaux sociaux, participant de l'ère de « post-vérité » (Bronner, 2013), où l'émotion et la croyance prévalent souvent sur les faits. La crise du Covid-19 a illustré de manière frappante comment des messages contradictoires et des *fake news* ont pu éroder la confiance envers les institutions et entraver les efforts de santé publique (Kouakou, 2021). De ce fait, la désinformation, particulièrement en contexte de crise, peut compromettre la crédibilité des institutions, exacerber les divisions sociales et rendre inefficaces les politiques publiques.

Dans ce point de vue, la polarisation politico-médiaitique constitue un phénomène croissant dans les démocraties contemporaines, où les discours politiques se radicalisent à travers les médias traditionnels et les plateformes numériques. Cette dynamique exacerbe les clivages idéologiques et simplifie excessivement les débats publics les cantonnant à une vision binaire. Il pose ainsi des défis majeurs pour la démocratie, notamment en termes de désinformation, d'érosion de la confiance dans les institutions et de fragmentation de l'espace public (Bail, 2023).

Cette problématique s'inscrit dans un champ de recherche déjà riche, qui a longtemps étudié l'influence des médias, notamment télévisuels, sur les actions politiques (Bourdieu, 1996; Le Bohec, 2013). L'avènement des émissions politiques (Neveu, 2001 ; Delporte, 2012) et des nouveaux médias numériques a toutefois transformé les modalités de couverture de l'actualité politique. Certains travaux mettent en lumière leur influence sur l'opinion publique (Derville, 2017 ; Neveu, 2017), tandis que d'autres explorent leur impact sur la reconfiguration

du champ politique (Desrumaux et Nollet, 2021 ; Lalancette et Bastien, 2024).

Dans cette perspective, la communication politique se trouve aujourd’hui au cœur d’une crise de la représentation qui fragilise les démocraties contemporaines. Celle-ci, caractérisée par une défiance croissante des citoyens envers leurs représentants et les institutions, trouve ses racines dans un sentiment de déconnexion entre les attentes populaires et les réponses politiques. Les mouvements sociaux, comme les Gilets jaunes en France (2018), le Balai Citoyen au Burkina Faso (2013), le Printemps arabe en Afrique du Nord (2011) ou Y’en a marre au Sénégal (2011) illustrent parfaitement comment la communication politique peut être réappropriée par les citoyens pour contester l’ordre établi et proposer des alternatives. Ces mouvements, souvent nés des contextes de marginalisation politique, économique et sociale, ont su créer une synergie entre l’art, la politique et la communication en ayant recours à des symboles forts, à des récits mobilisateurs et à des outils de communication moderne pour amplifier leurs revendications et contourner les structures traditionnelles du pouvoir (Frère, 2015). Pierre Rosanvallon, dans *La contre-démocratie* (2006), souligne que cette défiance n'est pas un phénomène passager, mais une caractéristique structurelle des démocraties modernes, où les citoyens réclament davantage de transparence, de participation et de légitimité.

Dans ce contexte, la communication politique joue un rôle ambivalent. D’un côté, elle est souvent perçue comme un outil de manipulation ou de propagande, renforçant la méfiance des citoyens. De l’autre, elle possède le potentiel de renouer le lien entre les institutions et les citoyens, à condition de se transformer en un véritable espace de dialogue participatif. Cette dualité invite à une réflexion approfondie sur les dynamiques actuelles de la représentation politique, le rôle des médias dans la construction de l’opinion publique et les nouvelles formes de participation citoyenne.

Ainsi, il va sans dire que les crises, par définition, constituent des moments de rupture qui, en générant de l'incertitude, déstabilisent l’ordre établi au sein des sociétés. Dans ces contextes où les repères sont brouillés et la confiance envers les

institutions mise à l'épreuve, la communication devient un levier stratégique pour expliquer, rassurer et influencer l'opinion publique. Elle offre une grille de lecture de la crise pour orienter le cadre interprétatif (*framing*), façonner les représentations sociales (Entman, 1993 ; Correa 2022) et conditionner les comportements collectifs.

La récente crise sanitaire de la Covid-19 a montré le rôle déterminant de la communication dans la stratégie de riposte pour lutter contre la pandémie. Dans un contexte marqué par la gestion de l'incertitude, où les gouvernants ont été contraints de prendre des décisions impopulaires ou coercitives, le recours à la rhétorique politique a constitué un outil de gouvernance pour créer une « ingénierie du consentement » (Bernays, 1928) et favoriser l'adoption de comportements « sains ». Il fait appel au nécessaire « travail politique de construction cognitive, normative et institutionnelle de la crise » (Bouzon, 2004 ; Crespin et Clavier, 2022).

L'émergence de nouvelles formes d'expression sociale et de pratiques culturelles à partir de mai 68 est le point de départ d'une redéfinition constamment renouvelée des rapports sociaux et des phénomènes de contrôle du pouvoir politique, économique et culturel. Avec l'explosion des techniques, des théories et des technologies de l'information et de la communication dans les années 70, ce phénomène dépasse les frontières des États (Miège, 2004). On assiste alors à la naissance du mythe de la société de l'information (Gerstlé, 2007), qui pose les jalons d'un espace social post-industriel globalisé, où domine, non plus seulement l'économie et la politique, mais aussi, et de façon plus probante et incontrôlée une forme d'impérialisme culturel qui fonde l'hégémonie sur le triptyque intérêt/technologie/communication.

Ce nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC), sur lequel se penche l'UNESCO de 1977 à 1980 (Miège, 2004), découle d'une informatisation à outrance de la vie sociale ouvrant la voie à des formes nouvelles de communication politique et stratégique (marketing politique, communication digitale, etc.), d'exercice de la liberté d'expression (E-liberté) et de la démocratie (E-démocratie) dans lesquelles les enjeux économiques sont dilués dans une

réorganisation de l'économie capitaliste ayant la technique et la culture comme bras armés du capitalisme. Ainsi, l'abolition des distances géographiques accentue les conflits culturels, politiques et commerciaux entre les nations (Wolton, 2001).

Cette nouvelle donne s'accompagne d'une montée du populisme et du nationalisme dans les démocraties occidentales (États-Unis, Italie, Autriche, Allemagne, France...). On assiste alors à une révolution de la communication politique qui, en devenant directe, soutenue et incisive, s'adresse à l'imaginaire des peuples (Naves, 2017). La frénésie des déclarations chocs sur les réseaux sociaux numériques noue et défait les relations internationales et les traités commerciaux. En toile de fond, des lobbies et des multinationales, véritables groupes de pression et d'influence au service de l'impérialisme économique et culturel, s'activent pour imposer leur domination (Braud, 2006) à travers des réseaux sociaux numériques et des circuits commerciaux et financiers qu'ils contrôlent entièrement.

L'intégrité de l'information constitue un enjeu majeur dans les dynamiques des conflits contemporains et le repositionnement géopolitique des États et des acteurs internationaux (Arquilla et Ronfeldt, 1999). À l'ère du numérique et des guerres hybrides, l'information est devenue un champ de bataille où s'affrontent intérêts étatiques, économiques et idéologiques. Sa manipulation – qu'elle soit biaisée, tronquée ou falsifiée – est devenue une arme stratégique influençant les rapports de force mondiaux (Douzet, 2014 ; François & Lin, 2020). La lutte pour l'intégrité de l'information représente ainsi un enjeu majeur pour la stabilité internationale et le repositionnement des acteurs dans l'ordre mondial (Miskimmon, O'Loughlin & Roselle, 2013 ; Lasswell, 1927).

Dans un contexte où la lutte pour le contrôle des narratifs s'intensifie, il devient crucial d'examiner les mécanismes de manipulation, les régulations possibles et la capacité des sociétés à s'adapter à ces nouvelles formes de conflits informationnels. L'avenir des relations internationales dépendra largement de la manière dont les acteurs géopolitiques gèreront cet enjeu sans compromettre les principes démocratiques fondamentaux (Chomsky & Herman, 2008 ; Nye, 2005 ; Rid, 2020 ; Diagne, 2024 ; Castells, 2009 ; Camara, 2015 et 2018).

Inhérente à la gestion du pouvoir, la communication constitue une dimension importante de l'agir politique. Elle a connu de profondes mutations à l'ère du numérique avec l'avènement de nouveaux espaces de prises de parole et de mobilisations citoyennes (Granjon, 2005). Partie intégrante des dispositifs de communication contemporaine, les réseaux sociaux favorisent le renouvellement des modalités et formats du dire politique et créent de nouvelles dynamiques dans les stratégies de conquête ou de conservation du pouvoir qui méritent d'être questionnées sous l'angle de la communication politique en contexte de crise. L'usage des réseaux sociaux par les leaders politiques, la montée en puissance des influenceurs sur Internet et la prolifération de la désinformation sont autant de phénomènes qui interrogent les mécanismes actuels de persuasion, de légitimation et de construction de sens dans l'espace public (Greffet 2016 ; Douyère et Rieffel, 2019 ; Badouard, 2021).

La communication numérique dans le champ politique, ce sont aussi les nouvelles formes de mobilisations citoyennes, déconnectées des appareils politiques traditionnels et qui visent à replacer le citoyen au cœur du débat démocratique grâce aux technologies numériques regroupées sous le terme de *civic tech* (Cardon, 2019). En contexte de crise, ces technologies civiques peuvent-elles contribuer à restaurer la confiance entre gouvernants et gouvernés ? Peuvent-elles favoriser une réappropriation du débat démocratique par les citoyens ?

Dans ce numéro thématique de la *RAC* (2025), des chercheurs, à travers leurs travaux scientifiques, ont réfléchi sur la communication et la philosophie politiques dans leurs rapports avec la gouvernance politique, la communication de crise, la propagande et le rôle des médias dans la construction de l'opinion.

Dans leur contribution, Alioune Dieng et François Xavier Diémé donne une nouvelle lecture des tensions idéologiques et religieuses en Italie et en France aux XVe et XVIe siècles en fondant leur réflexion sur la promotion d'un projet politique et social qui vise une stabilité durable et non l'expression débridée des libertés citoyennes et des convictions religieuses. Ainsi, ils montrent que le génie et la rhétorique politiques peuvent traduire l'expression ambiguë d'un humanisme civique et/ou

d'un *ethos* politique qui situent la communication politique et la violence idéologique dans des stratégies d'alerte et de veille politique.

Dans son article sur les dynamiques communicationnelles et politiques, Babacar CISSÉ analyse les Mécanismes Endogènes de Financement de la Santé (MEFS) en contexte de crise pour mettre en évidence des formes d'innovation sociale dans lesquelles la santé devient un bien commun négocié, façonné par des logiques de solidarité, d'autonomie et de gouvernance hybride. Hama Yalcouyé, quant à lui, s'intéresse à la communication politique souverainiste adoptée par la transition militaire malienne afin de mieux comprendre les succès et les échecs enregistrés par les différents régimes en matière de gouvernance et de gestion sécuritaire.

La contribution scientifique de Pierre Cilluffo Grimaldi explore les dynamiques de participations citoyennes en Amazonie afin d'ouvrir de nouvelles possibilités à la communication publique et à la participation citoyenne à travers la conscientisation des masses et la dénormalisation d'un crime environnemental.

En se penchant sur la crise de réputation des institutions électORALES ivoiriennes, Kouakou guillaume Yao analyse l'usage des logiques manipulatoires et du capital émotionnel dans les stratégies d'influence de l'opinion en contexte électoral. Dans ce chapitre de la propagande politique et de la manipulation des opinions, Kidana Alice Gali consacre ses travaux aux usages de Facebook dans l'espace de communication politique durant la transition politique tchadienne en 2024. Sa contribution montre le rôle ambivalent des plateformes numériques qui sont à la fois des instruments de pouvoir et des espaces de résistance et de contestation dans une double perspective de négociation permanente de la construction du réel et de la légitimité des acteurs politiques. Dans ce même registre de l'hybridation des espaces numériques, situés entre les pratiques citoyennes et les stratégies d'influence automatisées, Papa Djibril Ngom et Kouassi Sylvestre Kouakou interroge la place des bots dans la circulation de l'information et leur contribution à la fragmentation de l'espace public pour révéler l'orchestration narrative structurée, avec amplification coordonnée,

standardisation des contenus visuels et recyclage de hashtags, fruits d'une polarisation activement construite par des stratégies d'influence hybrides.

En mobilisant les concepts de la théorie constructiviste, Abel Hubert Mback Wara met en exergue les avantages tant potentiels que réels d'un usage stratégique de la communication dans les processus de paix déployés en Afrique, qui souffre d'une crise de la communication traduite par un usage marginal de l'information et de la communication stratégiques comme outils de pacification. Par ailleurs, Oumarou Gnebora à partir d'une analyse critique de données recueillies à Douala, analyse l'apport probant des radios communistes dans la formation des militants de l'UPC de 1955 à 1971, période marquée par les luttes nationalistes au Cameroun.

Enfin, en s'appuyant sur un corpus constitué des titres d'articles de deux médias de référence, *Jeune Afrique* et *Le Monde*, publiés en ligne du 1er février 2022 au 28 février 2023, Sali Bouba Oumarou s'intéresse à la place du groupe Wagner dans le discours médiatique et les stratégies géopolitiques. Son analyse des contenus médiatiques montre que l'intérêt suscité par la présence du groupe paramilitaire russe en Afrique met l'accent sur les marqueurs de pouvoir et les jugements liés au traitement médiatique de cette présence.

Toutes ces contributions scientifiques montrent que la violence, les médias et la nouvelle donne numérique redéfinissent les espaces publics, politiques et géopolitiques à travers le renouvellement incessant des stratégies de communication, de manipulation et de lutte politiques.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- Arquilla, J., & Ronfeldt, D. (1999). *The Emergence of Noopolitik: Toward an American Information Strategy*. Rand Corporation.
- Bail, C. (2023). *Le prisme des réseaux sociaux. Polarisation politique sur Internet*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Bernays, E. (2008). *Propagande*. Paris : Édition Zones/La Découverte (Œuvre originale publiée en 1928, *Propaganda*, New York City: Horace Liveright).
- Bourdieu, Pierre (1996). *Sur la télévision. Suivi de l'emprise du journalisme*. Paris : Raisons d'agir.

- Bouzon, A. (2004). *La place de la communication dans la conception de systèmes à risques*. Paris : L'Harmattan.
- Braud, P. (2006). *Sociologie politique*, 8e édition. Paris : Librairie Générale de Droit et de France.
- Bronner, G. (2013). *La démocratie des crédules*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Camara, M. (2018). « Dire, montrer l'extrême du terrorisme. L'iconographie des attentats de Paris et de Bruxelles à la Une de la presse européenne ». *Revue Sciences et Techniques du Langage*, n° 14, 72-96.
- Camara, M. (2015). Crise structurelle des organes de régulation en Afrique de l'Ouest : impacts médiatiques, déficits démocratiques. Le cas de la Côte d'Ivoire et du Mali. *Revue africaine de communication*, n°1, 81-96.
- Cardon, D. (2019). *Culture numérique*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Castells, M. (2009). *Communication Power*. Wellington Square, OX.: Oxford University Press.
- Badouard, R. (2021). *Les nouvelles guerres de l'information. Désinformation et radicalisation de la vie publique*. Paris : Le Seuil.
- Cazeaux, G. (2024/4). La Fabrique de l'opinion numérique : des citoyens sous Influence. In *Cités*, n°1000, 313-326.
- Correa, P. (2022). De l'international aux nations. La communication publique sur la pandémie du Covid-19. Exemple du Sénégal. *Revue africaine de Communication, Nouvelle Série*, n°5, 80-93.
- Crespin, R., & Clavier, C. (2022). *Des crises sanitaires aux crises politiques*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Derville, G. (2017). *Le pouvoir des médias*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Desrumaux, C. & Nollet, J. (dir.) (2021). *Un capital médiatique ? Usages et légitimation de la médiatisation en politique*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Diagne, Y. (2024). Les médias sociaux et le désordre de l'information : perspectives neuroscientifiques et psychologiques. *Revue africaine de la communication*, Nouvelle Série, n°6, 121-141.
- Douyère, D., & Rieffel, R. [(dir.) (2019)]. *La communication politique*. Paris : Armand Colin.

- Douzet F. (2014). La géopolitique pour comprendre le cyberespace, *Hérodote*, vol. 1-2, n° 152-153, 3-21.
- Entman, R. M. (1993). Framing: Toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51-58. <<https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.1993.tb01304.>>.
- François, C. & Lin, H. (2020). Cartographier un angle mort : la surprise stratégique des opérations informationnelles russes sur les réseaux sociaux en 2016. *Géopolitique de la datasphère*, n°177-178, 3-21.
- Granjon, F. (2005). L'Internet militant. Entretien avec Fabien Granjon. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 79, n°79, 24-29.
- Greffet, F. (2016). *Internet et la campagne présidentielle de 2012*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Herman, E. & Chomsky, N. (2008). *La fabrication du consentement: l'économie politique des médias de masse*. Londres : Bodley Head.
- Jost, J. T. et al. (2018). Comment les médias sociaux facilitent la protestation politique : information, motivation et réseaux sociaux. *Political Psychology*. <<https://doi.org/10.1111/pops.12478>>.
- Kouakou, K. S. (2021). Médias sociaux et covid-19 : analyse des pratiques informationnelles des étudiants sénégalais sur WhatsApp. *Revue Africaine de Communication*, n°4, 35-58. <<http://dx.doi.org/10.61585/pud-rac-nsn403>>.
- Kouakou, K. S. (2023). Esprit critique et lutte contre la désinformation Une étude des habiletés à la pensée critique des étudiants primo-arrivants. *Balisages*, n°7, p.1-21. ISSN 2724-7430. <<https://dx.doi.org/10.35562/balisages.1274>>.
- Lasswell, H. D. (1927). La théorie de la propagande politique. *Revue de science politique*, Vol. 42, tome L, 627-631, doi : 10.2307/1945515
- Le Bohec, J. (2013). *Élections et télévision*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Naves M.-C. (2017). Donald Trump ou la communication incantatoire. In Arnaud Mercier (éd.), *La communication politique*. Paris : CNRS, 149-158.
- Miège B. (2004). L'économie politique de la communication. In *Hermès*, 38, *Les SIC : savoirs et pouvoirs*, 46-54.

- Miskimmon, A., O'Loughlin, B., & Roselle, L. (2013). *Strategic Narratives: Communication Power and the New World Order*. New York/London: Routledge.
- Nye, J. (2005). *Soft power. The means to success in world politics*. New York City: Public Affairs.
- Pariser, E. (2011). The filter bubble. What the internet is hiding from you. Penguin Books. *Singulière*. Paris : L'Harmattan.
- Rid, T. (2020). *Active Measures: The Secret History of Disinformation and Political Warfare*. New York City: Farrar, Straus & Giroux.
- Rosanvallon, P. (2006). *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*. Paris : Seuil.
- Rosnay, J. (2006) *La révolte du pronétariat: Des mass média aux médias des masses*. Paris: Fayard
- Vilenchik, N. K., Baden, C. & Yarchi, M. (2020). Interpretative Polarization across Platforms: How Political Disagreement Develops Over Time on Facebook, Twitter, and WhatsApp. *Social Media + Society*. <sagepub.com>. DOI: 10.1177/2056305120944393>.
- Wolton, D. (1989). La communication politique : construction d'un modèle. *Hermès, La Revue*, 1 (1), 27-42.
- Wolton, D. (2001). La communication, un enjeu scientifique et politique majeur du XXIe siècle. In *L'Année sociologique*, vol. 51, 309-326.

Pr Kouassi Sylvestre KOUAKOU
Dr Yacine DIAGNE
Dr Mamadou Diouma DIALLO

**GOUVERNANCE POLITIQUE
&
COMMUNICATION PUBLIQUE**

ÉTHIQUE DE LA VIOLENCE ET ETHOS POLITIQUE

ETHICS OF VIOLENCE AND POLITICAL ETHOS

Alioune DIENG

Université Cheikh Anta Diop de Dakar

alioune1.dieng@ucad.edu.sn

François Xavier DIEMÉ

Université Assane Seck de Ziguinchor

fdieme14@gmail.com

Résumé

L'exacerbation des tensions idéologiques et religieuses en Italie et en France aux XVe et XVIe siècles a suscité, chez La Boétie, Montaigne et Nicolas Machiavel, des réflexions fondées sur la promotion d'un projet politique et social qui vise une stabilité durable et non l'expression débridée des libertés citoyennes et des convictions religieuses. De tels discours s'inscrivent dans le cadre d'une délibération rigoureuse fondée sur le vécu, dans *Le Prince* de Nicolas Machiavel et les *Essais* de Montaigne, ou sur une argumentation polémique, voire pamphlétaire, dans le *Discours de la servitude volontaire* d'Étienne de La Boétie. Par des voies différentes, c'est-à-dire, d'une part, la nécessité de faire l'homme et la bête (le prince) pour vaincre les aléas liés à la gestion de la cité, d'autre part, la reconquête de la liberté perdue à travers la désobéissance civile ou l'éthique de la conviction (le citoyen), ces trois auteurs visent l'expression d'un humanisme civique qui situe *l'art de faire la guerre* dans des stratégies de veille et d'éducation citoyenne portées par le génie et la rhétorique politiques.

Mots-clés : Servitude, Éthique, Violence, Liberté, Éthos politique.

Abstract

The escalation of ideological and religious tensions in Italy and France during the 15th and 16th centuries led La Boétie, Montaigne, and Niccolò Machiavelli to develop reflections based on promoting a political and social model that aimed for lasting stability, rather than the unrestrained expression of civic liberties and religious beliefs. Such discourses are part of a framework of rigorous deliberation based on real-life experience, as seen in Niccolò Machiavelli's *The Prince* and Montaigne's *Essays*, or alternatively, they employ polemical, even satirical, argumentation, as in Étienne de La Boétie's *Discourse on Voluntary Servitude*. Through different approaches – namely, on the one hand, the necessity of combining human qualities with those of a leader (the prince) to overcome the challenges of governing a city, and on the other hand, the reclaiming of lost freedom through civil

disobedience or the ethics of conviction (the citizen)—these three authors aim to express a civic humanism that places the art of waging war within the context of strategies of vigilance and civic education, guided by political acumen and rhetoric.

Keywords : Slavery; Ethics; Violence; Freedom; Political ethos.

Introduction

L’analyse de la question de la légitimité de la violence politique et de la soumission aveugle à l’autorité politique dans le *Discours de la servitude volontaire* d’Étienne de La Boétie, les *Essais* de Montaigne et *Le Prince* de Nicolas Machiavel s’est orientée, dès la réception de ces œuvres, vers des interprétations qui en déforment parfois l’esprit. Dans les *Essais*, Montaigne déplore le fait que le *Discours* ait été mis en lumière « à mauvaise fin, par ceux qui cherchent à troubler et à changer l'estat de notre police, sans se soucier s'ils l'amenderont, qu'ils ont meslé à d'autres esris de leur farine » (Montaigne, 1978, Livre I, Essai XXVIII). Il en est de même du *Prince*, voué aux gémomies par une certaine lecture qui confond le machiavélisme à une « logique malfaisante, empreinte de ruse accumulée, de perversité sereine et de jouissance dans le crime » (Dahe, 2018 : 33). Dans les trois textes, l’action politique y est vue comme un « rapport de forces, dont la guerre est l’expression » par le biais d’une « une argumentation par conjectures », « par sauts et gambades » ou d’une délibération sur la meilleure posture à adopter dans la confrontation entre des hommes combattant ou devant combattre pour leur liberté et ceux qui sont animés par l’esprit de conquête ou de convoitise (Knop & Balsano, 2014 : 71).

De part et d’autre des deux pôles de la réflexion sur le thème, deux arguments s’affrontent. À l’argument élitiste (le prince est doté de qualités essentielles à l’exercice de l’autorité et à l’art de gouverner) s’oppose l’argument contractualiste, qui fonde l’autorité politique par le biais d’un contrat librement consenti entre gouvernants et gouvernés (Dupuis-Déri, 2009 : 3). Le caractère polémique des trois textes fait apparaître des paradoxes et mobilise des modalités dans l’énonciation qui traduisent l’engagement des auteurs dans le règlement des troubles qui déchirèrent leurs nations respectives ainsi que le parti pris pour un mode d’action idéologique au détriment

d'autres jugés inefficaces pour assurer la pérennité de la paix, la stabilité politique et le respect de la liberté des citoyens. L'argument critique d'une confusion entre le tyran et le roi (Knop & Balsano, 2014 : 77) dans la lecture du corpus oriente notre analyse vers la perspective d'un humanisme civique qui emprunte des voies différentes afin de rendre compte plus efficacement de la nécessité de respecter le contrat social ou de renforcer l'équilibre des forces politiques.

Dans une telle perspective, nous étudierons d'abord les principes qui sous-tendent la morale de la violence politique. Une analyse comparative permettra ensuite de confronter la *virtù* machiavélienne et sa mise en scène paradoxale à l'énonciation polémique de l'appel à la désobéissance civile ou de l'ironie montaignienne.

1. Les obstacles à la légitimation de la violence politique

En France, la crise religieuse postmédiévale et ses conséquences dramatiques ont été à la fois sources d'engagement idéologique et d'action politique en faveur de la paix ou de la défense et illustration des libertés citoyennes. En Guyenne, au moment de la promulgation de l'édit de janvier 1562, La Boétie est engagé aux côtés de Michel de L'Hospital et de Burie à la recherche d'une paix entre Huguenots et Catholiques. Dans le pays de Léonard de Vinci et de Michel-Ange, les incursions hégémonistes des armées françaises et italiennes attisent la guerre civile entre les différentes factions principautaires. C'est ainsi qu'à Florence, le fracas des armes à l'automne 1494 sonne le glas du règne des Médicis (1434-1494). Ces évènements historiques montrent à quel point la pensée idéologique des philosophes humanistes est indissociable du contexte socio-politique dans lequel ils ont évolué et qui a profondément marqué leurs écrits. De façon plus spécifique, toute approche herméneutique du *Prince* ne peut passer sous silence l'« histoire du républicanisme florentin » dans la mesure où, par son engagement, Machiavel s'approprie le cri de cœur de ses contemporains, pour qui, désormais, rien ne devrait plus être comme avant (Fournel & Zancarini, 2002 : 8). C'est dans ce contexte de troubles politiques et religieux que l'essayiste florentin et les deux humanistes français se penchent sur la

légitimité et l'efficacité de l'autorité du prince et sur celles de la brutalité qui sous-tend son exercice.

Dans le *Discours de la servitude volontaire*, La Boétie compare cette soif de pouvoir des princes à une petite étincelle qui devient un feu grandissant au contact permanent avec une source d'énergie. Il en est ainsi des tyrans : « plus ils pillent, plus ils exigent, plus ils ruinent et détruisent ; plus on les sert, plus ils se fortifient et deviennent toujours plus forts et plus frais pour anéantir et détruire tout » (1922 : 56-57). Par contre, à l'instar d'une plante non arrosée qui, « n'ayant plus d'humeur ou d'aliment, voit ses branches devenir sèches et mortes » (*Idem*), la mort politique du tyran a pour conséquence la libre expression de la liberté de ses sujets. La métaphore de l'arbre desséché inscrit la perte inévitable du pouvoir dans le destin du despote, car la tyrannie étant une usurpation de liberté, la quête de celle-ci détermine naturellement la trajectoire historique du serviteur, appelé un jour à se défaire de ses fers. L'idée de renaissance comme manifestation effective de la quête de la liberté à travers la participation citoyenne, inscrit le républicanisme européen, en général, français, en particulier, dans la continuité de l'humanisme civique florentin (Viroli, 1999).

Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que la révolution cache parfois une soif de pouvoir démesurée de soi-disant révolutionnaires, qui remet en question les nobles idéaux qui l'ont fait naître. Ces imposteurs, animés d'une ambition politique malsaine, abusent du nom de liberté. Par cette voie, ils finissent par mettre la cité « en perpétuel malheur et entière ruine » (La Boétie, 1922 : 78). Les conjurations de cette gent présomptueuse, qui d'ailleurs, selon La Boétie, ne sont pas à plaindre des inconvénients qui leur en sont advenus dans la mesure où, le plus souvent, « ils désiraient, non pas ôter, mais remuer la couronne, prétendant chasser le tyran et retenir la tyrannie » (*Idem*). Ce chaos réactionnaire est le reflet d'une « instabilité de la décision politique » (Guillemain, 1947 : 34). Diariste de son temps, Machiavel, quant à lui, « a vécu la politique avant de la penser et il pense ce qu'il a vécu parce qu'il l'a vécu » (*Ibid.* : 12). Pour exercer cette posture de révolutionnaire de l'ombre,

philosophe convaincu et homme d'action perspicace, la connaissance des évènements et du milieu s'impose.

L'ancrage historique de la pensée idéologique des auteurs du corpus oriente la satire politique vers des figures marquantes de la vie politique de l'époque. Chez Machiavel, les critiques s'adressent essentiellement, entre autres, à deux figures de la scène politique florentine de l'époque : le prédicateur et réformateur ferraraïs Jérôme Savonarole (1452-1498), mort sur le bûcher à Florence le 23 mai 1498, et Laurent de Médicis (1449-1492). Les deux hommes politiques sont mis au ban de la société pour avoir « abusé du saint nom de liberté afin de faire mauvaise entreprise » (La Boétie, 1922 : 78). Leur vaillance et leur ambition sans limites les placent hors du cercle des vertueux, selon Montaigne, car, il existe des bornes à toutes les vertus, lesquelles franchies, « on se trouve dans le train du vice » (Montaigne, 1978, Livre I, Essai XV : 68). Pour conserver son autorité, le prince doit tenir compte du fait qu'« il y a des empêchements infinis, tant avec ceux qui ont suivi [son] parti, qu'avec ceux [qu'il a] opprimés » (Machiavel, 1980, chap. : 53). À ce propos, l'exemple du prince florentin est édifiant dans la mesure où, après avoir négocié une paix honorable avec le roi de Naples, il a vu sa réputation devenir immense dans sa principauté, toutefois une série de réformes, en 1470-1471, 1480 et 1490, « avait graduellement retreint le gouvernement entre les mains d'un nombre de plus en plus réduit d'hommes à lui, et donc plus sûrement entre ses propres mains » (*Ibid.*). Et avec une telle liberté débridée et une absence notoire de vision politique, se perdait, dans la cité, cette vie d'autrefois, si chère aux Florentins : « La corruption des mœurs, commencée par celle des mœurs politiques, fatallement encouragée par le climat de l'époque et importée d'autres cours, fut aussi confortée par Laurent en tant qu'art de gouverner » (Ridolfi, 2019 : 23-24). Combattre ce genre de régime comporte toutefois des risques, selon l'auteur du *Prince*. En effet, la délibération machiavélienne, loin de se complaire dans une sorte d'incertitude artistique propre à la peinture canonique de la Renaissance (*sfumato*), comporte tout de même cette part de clair-obscur (*chiaroscuro*), notable dans les tableaux de Léonard de Vinci.

Ainsi, les conséquences fatales que peuvent engendrer les réformes politiques sont plus à craindre que les adversaires politiques eux-mêmes, en ce sens qu'elles peuvent servir paradoxalement les intérêts de ces derniers et saper le génie politique du prince réformateur. Sa puissance étant conçue pour durer le plus longtemps possible, il se défiera des changements de systèmes politiques hasardeux. La même leçon de sagesse vaut aussi pour le peuple, car, selon Machiavel, « les hommes changent volontiers de maître, pensant rencontrer mieux. Laquelle opinion les fait courir aux armes contre leurs seigneurs ; en quoi ils s'abusent, car ils connaissent après, par expérience, qu'ils ont empiré leurs conditions » (1980, chap. III : 41) Le Florentin juge l'entreprise révolutionnaire, non pas par rapport à sa légitimité et sa légalité, mais simplement en ayant en ligne de mire son efficacité. De ce fait, il recommande à ceux qui sont animés d'une soif de conquête d'avoir les moyens de leurs ambitions, dans la mesure où, à chaque fois que les hommes réalisent un projet politique, ils n'en sont pas blâmés, mais « quand ils ne le peuvent pas et le veulent faire à toute force, là est la faute et le blâme » (*Ibid.* : 48). Montaigne, esprit conservateur et fidèle à l'antique manière de gouverner, a en aversion toute forme de révolution politique : « la nouvelleté, quelque visage qu'elle porte et [a] raison [...], elle a tout produict et engendré : voire et les maux et ruines » (Montaigne, Livre I, Essai XXIII : 119).

Il n'en demeure pas moins que la révolution politique peut coïncider avec un désir de changement. Cela est le cas lorsque des citoyens qui, « voyant leur pays malmené et en mauvaises mains, aient entrepris d'une intention bonne, entière et non feinte, de le délivrer » (La Boétie, 1922 : 77). De ce point de vue, il n'a rien de plus noble que de défendre sa liberté et les principes sacrés du républicanisme civique, même s'il faut recourir en cela à la violence : « C'est chose étrange d'ouïr parler de la vaillance que la liberté met dans le cœur de ceux qui la défendent ... » (*Ibid.* : 55-56). L'usage de la force pour rester un citoyen libre au sein d'une nation éprise de liberté est donc légitime. Toutefois, contrairement à son ami, Montaigne, qui pense que la stabilité politique prime sur les ambitions

politiques, éprouve une vive répulsion pour les changements brutaux et radicaux :

Si me semble-t-il, à le dire franchement, qu'il y a grand amour de soy et presomption, d'estimer ses opinions jusque-là que, pour les établir, il faille renverser une paix publique, et introduire tant de maux inevitables et une si horrible corruption de meurs que les guerres civiles apportent, et les mutations d'estat, en chose de tel poïs ; et les introduire en son pays propre (Montaigne, 1978, Livre I, Essai XXIII : 120).

Les conjurations « naissent du chaos et produisent le chaos » (Campi, 2017 : 18). C'est en cela que Montaigne les décrit comme des actes de folie et de pure utopie : « L'utopie voudrait jouer de la rupture radicale, mais elle ne parvient pas à la penser, encore moins à la provoquer. Alors elle en rabat de ses prétentions premières. » (D'Hondt, 1974 : 142) Dans les faits, le Grand Conseil de Florence (1502), cette « immense assemblée se réunissait tantôt dans la plus morne indifférence, tantôt dans le désordre et le tumulte » (Guillemain, 1947 : 34). En prenant conscience des risques liés à l'aventure politique, symbolisée par les réformes politiques intempestives et le traitement partisan des conflits religieux, La Boétie se fait l'écho des enseignements à tirer de tel désastre : « telle est pourtant la faiblesse des hommes : contraints à l'obéissance, obligés de temporiser, ils ne peuvent pas être toujours les plus forts » (1922 : 3).

2. *Virtù politique, realpolitik et manipulation des masses*

Du point de vue de la *realpolitik*, conserver les coutumes et les priviléges dans le territoire conquis est cette méthode machiavélienne qui permet de se faire aimer sans manquer de rigueur, de faire preuve d'habileté en alliant ruse et force, imitant en ces points les modèles antiques, « d'autant que l'antiquité et la longue continuation du pouvoir héréditaire abolissent, avec le souvenir de son origine, les raisons d'un changement ; tandis que, toujours, une mutation laisse des pierres d'attente pour une mutation nouvelle. » (Machiavel, 1980, chap. III : 40 et 42). L'offense étant source d'instabilité, il ne faut choquer que ceux qui sont les plus faibles, en vaillant à les piller, les appauvrir et les disperser pour rendre « cois et paisibles les autres » (*Ibid.* : 44), car le « tort qui se fait à un

homme doit être fait tel qu'on ne craigne point sa vengeance » (*Idem*).

De plus, il faut noter qu'il n'y a pas que les adversaires politiques qui défient l'autorité du prince. Par ce moyen, ces derniers expriment ainsi leur ambition légitime de gouverner, mais la gestion de la cité est soumise parfois aux caprices de la Fortune, laquelle, selon l'heure, conditionne l'attitude des hommes :

[...] la fortune étant changeante, et les hommes demeurant entiers en leurs façons, ils sont heureux tant que les deux s'accordent et, sitôt qu'ils se contrarient, malheureux. Je crois aussi qu'il vaut mieux être hardi que prudent, car la fortune est femme, et il est nécessaire, pour la tenir soumise, de la battre et de la maltraiter. Et l'on voit communément qu'elle se laisse plutôt vaincre de ceux-là, que des autres qui procèdent froidement. Ce pourquoi elle est toujours amie des jeunes gens comme une femme qu'elle est, parce qu'ils sont moins respectueux, plus violents et plus audacieux à la commander (*Ibid.* : 141).

La peur d'être défait par ses adversaires politiques ou par les aléas de la vie politique hante donc le sommeil du prince et justifie l'usage de la force, en même temps qu'elle explique cette suspicion maladive qui caractérise ceux qui président aux destinées des nations. Dans le *Discours*, la représentation ironique de cette peur de perdre le pouvoir en fait une forme de torture morale, voire de *grand tourment* qu'un dirigeant tyrannique inflige continuellement à lui-même et à ceux qui le servent :

[...] Avoir toujours l'œil au guet, l'oreille aux écoutes, pour épier d'où viendra le coup, pour découvrir les embûches, pour sentir la ruine de ses compagnons, pour aviser qui le trahit, rire à chacun et néanmoins se craindre de tous, n'avoir aucun ni ennemi ouvert ni ami assuré ; ayant toujours le visage riant et le cœur transi, ne pouvoir être joyeux, et n'oser être triste (La Boétie, 1922 : 100-101) !

En mettant en branle son style sceptique, « qui consiste à examiner toutes choses par soi-même » (Vivanti, 2007 : 47), plutôt que de travestir les thèses de la tradition, Machiavel use souvent du présent à valeur injonctive, voire gnomique, pour canaliser et figer dans des énoncés axiomatiques les sages décisions que le prince est appelé à prendre s'il veut continuer à exister

politiquement. De la sorte, les réformes qu'il envisage doivent s'appuyer sur des pratiques avérées. Les choses nouvelles n'emportent l'adhésion que si elles tiennent d'une « expérience sûre » (Machiavel, 1980, chap. VI : 58). Une qualité essentielle de la *virtù* machiavélienne est donc la prudence dans la conduite des réformes institutionnelles. Gare au dirigeant présomptueux qui introduit imprudemment de nouvelles réformes institutionnelles ! Le cas échu, il « aura pour ennemis ceux qui bénéficiaient de l'ordre ancien » (*Idem*) et, à la longue, ses sujets, car « la nature des peuples étant changeante, il est certes aisément de les persuader d'une chose, mais très difficile de les garder en cette persuasion » (*Ibid.* : 59).

Au-delà de la *Fortuna*, ces aléas sont liés à la nature même de la vie politique. Au moment où un prince gouverne, un autre, un Grand de la même trempe ou de la même lignée que lui nourrit le dessein secret de le destituer. Selon Karima Lazali (2018), le fraticide en politique est sans doute en rapport avec la fabrique du héros, qui, en s'accaparant du pouvoir est « l'auteur d'une double élimination : celle de l'ennemi et celle des frères avec qui il a commis le meurtre ». Seulement, il ne faut pas oublier que ce dernier, en faisant ombre à l'anti-héros, s'expose aussi au risque d'une élimination physique. Éviter les conflits fraticides et les guerres civiles est donc le meilleur moyen de faire face plus efficacement à la menace extérieure. Devant un ennemi puissant, les Grands d'une même lignée éviteront autant que faire se peut de ruiner leur suprématie par l'ambition et les conflits fraticides (Machiavel, 1980, chap. VI : 53) :

Que nul État ne pense pouvoir jamais choisir un parti qui soit sûr, qu'il estime plutôt qu'ils sont nécessairement tous incertains : car l'ordre des choses humaines est tel que jamais on ne peut fuir un inconvénient sinon pour en encourir un autre. Toutefois la prudence est de savoir apprécier la qualité de ces inconvénients et de choisir le moindre (*Ibid.*, chap. XXI : 131).

Chez Machiavel, la sagesse politique s'exprime en une formule simple : gouverner, c'est prévoir. Les princes sages

ne doivent pas seulement avoir regard aux désordres présents mais à ceux qui adviennent, [car] au commencement le mal est aisément à guérir mais difficile à connaître, mais, n'ayant été reconnu ni guéri, devient avec le progrès du temps, facile à

connaître et difficile à guérir. [...] prévoyant de loin les maux qui naissent, ce qui n'est donné qu'au sage, on y remédie vite. [...] Mais quand, pour ne pas les avoir vus, on les laisse croître assez pour qu'un chacun les voie, il n'est plus de remède (*Ibid.*, chap. III : 46).

De la sorte, « ils ne doivent jamais détourner leurs pensées de l'exercice de la guerre » (*Ibid.* : 96). Le principe fondamental de cette posture guerrière est la veille stratégique concentrée sur la menace extérieure. La guerre, dans la philosophie politique de Machiavel, relève plus de la géopolitique que de la menace extérieure, car, au centre du système des valeurs sociopolitiques, il y a les *libertas florentina*, faisant référence à la liberté républicaine et à l'indépendance (Fournel & Zancarini, 2002 : 29), qui, une fois promues et réalisées, constituent une « sublimation, une stylisation héroïque de la vie publique ou même privée » (Guillemain, 1947 : 36). Le statut de l'expansionnisme romain dans la théorie machiavélienne « s'inscrit [dans le cadre] de la guerre de conquête [qui] est le terrain par excellence de la manifestation et, surtout, de la reproduction de la vertu républicaine » (Fournel & Zancarini, 2002 : 197).

Ainsi, il ne faut voir dans le concept de « guerre », théorisé dans le *Prince*, une forme d'impérialisme qui promeut une violence colonialiste et qui nie l'état de droit, mais une volonté de donner un caractère universel à des idéaux républicains et humanistes. Pour Machiavel, la bonne république est « celle qui vise à étendre son territoire et à faire combattre ses citoyens » (*Idem*). De la sorte, dans chaque territoire conquis, le premier combat à mener est donc de s'assurer de l'extinction de la lignée des princes déchus afin d'éliminer toute crainte de vengeance (Machiavel, 1980, chap. III : 44). Il faut impérativement abaisser ceux qui incarnaient la puissance politique et l'exercice du pouvoir pour demeurer seul maître dans le pays défait (*Ibid.* : 45). L'occasion faisant le larron,

celui qui l'occupe doit songer à toutes les cruautés qu'il est besoin de faire et toutes les pratiquer d'un coup pour n'y retourner point tous les jours et pouvoir, ne les renouvelant pas, rassurer les hommes, et les gagner à soi par bienfaits. Qui se gouvernera autrement ou par crainte ou par mauvais calcul, il se contraint de garder toujours le couteau à la main, et il ne se pourra jamais bien fonder sur ses sujets qui ne pourront

avoir confiance en lui, pour ses continuelles et fraîches injures. Car il faut faire tout le mal d'un coup afin que moins longtemps le goûtant il semble moins amer, et le bien petit à petit afin qu'on le savoure mieux. En outre, un prince doit en tout vivre avec ses sujets en sorte que nul accident ou de bien ou de mal ne le contraigne à changer car, lorsque la nécessité survient, c'est du fait de l'adversité, et tu n'es plus alors même de faire le mal ; et si tu fais du bien il ne te profitera point parce qu'on l'estimera être forcé et l'on ne t'en aura point de gré (*Ibid.*, chap. VIII : 73-74).

La reprise par Machiavel du *topos* de l'anthropologie cicéronienne, qui se rapporte à l'homme faisant office d'« animal raisonnable » (Luciani, 2015) pose comme une nécessité le fait de savoir se comporter à la manière d'une bête lorsque les circonstances l'exigent (Vivanti, 2007 : 42-43). La vertu liée à la force est la valeur du combattant, l'énergie virile (*vir* signifie « homme » en latin) : « Elle sera l'efficacité d'un remède – ou l'agent d'une infection (le virus). C'est un mélange d'audace et de témérité » (Érasme, 2016 : 14). Par cette « politique du centaure », et en revendiquant un « éthos de la férocité », Machiavel « assume le caractère tragique de l'histoire, tout en combattant certaines de ses conséquences dont l'impact serait le plus négatif sur l'intelligence de l'action et sur l'expression de la liberté » (Ménissier, 2010 : 14). Socrate n'a pas été empoisonné par hasard en ce sens que « les gens de pouvoir n'aiment ni les gens libres ni les paroles libres » (Onfray, 2017 : 41). Dans cette perspective, seul César Borgia « a su utiliser (sans scrupules) toutes les règles qui permettent d'acquérir le pouvoir. Il a su saisir toutes les occasions, se débarrasser de ses alliés avant qu'ils ne le trahissent, attaquer ses ennemis par surprise, calmer le ressentiment du peuple et maîtriser les Grands » (*Idem*).

Par ailleurs, la *virtù* politique se manifeste parfois sous la forme de la manipulation politique, une des armes favorites de la pensée politique machiavélienne. Elle consiste à briser le *pactum societas*, par lequel les hommes quittent l'état de nature pour entrer en société, mais, contrairement à la thèse du baron de Pufendorf dans les *Devoirs de l'homme et du citoyen* (1673), elle se manifeste par le mensonge et la dissimulation (Lallement, 2017 : 36). Le prince machiavélien n'est pas toujours tenu de respecter ses promesses, mais il doit être *grand simulateur et*

dissimulateur et ne pas manquer d'« excuses légitimes pour colorer son manque de parole » (Machiavel, 1980, chap. XVIII : 108). Sans déroger aux principes dictés par la noblesse majestueuse de son rang, il construit son *ethos* politique à travers la mise en scène de la *virtù* dans le feu de l'action, c'est-à-dire en accueillant et honorant ceux qui sont excellents dans leur domaine ou en récompensant « quiconque pense en quelque autre manière que ce soit à enrichir sa ville ou son pays » (*Ibid.*, chap. XXI : 131). Cette forme insidieuse de violence morale, qui « s'actualise dans des interactions consensuelles et coopératives feintes et ambiguës [sous forme de compliment, d'éloge, de flatterie, d'hommage, de marketing politique, de communication digitale...] a pour finalité la manipulation » (Moïse, 2012). La ruse politique trouve son terrain de prédilection dans les cités où les sujets sont habitués à vivre sous le joug d'un tyran : « je dis, donc, que ces États incorporés par conquête à une seigneurie plus ancienne [...], c'est chose facile de les conserver, surtout s'ils ne sont pas accoutumés de vivre en liberté. » (Machiavel, 1980, chap. II : 42.). D'autant plus que, dans ce type de cité, l'ancrage indélébile du pouvoir héréditaire anéantit, avec l'injure du temps, les « raisons d'un changement » (*Ibid.* : 40).

De la sorte, la *virtù* machiavélienne tend vers un idéal dont elle repousse indéfiniment et inlassablement la réalisation. Dans ce cas, elle est la version romancée de la vertu humaniste puisqu'« il n'est donc pas nécessaire à un prince d'avoir toutes les qualités [...], mais de paraître les avoir » (*Ibid.*, chap. XVIII : 108). Au lieu de se poser en rempart contre les forces usurpatrices de liberté en dénonçant et en combattant les passions qui déchirent les hommes et mettent en péril la cohésion sociale dans la cité, elle « permet au prince de forcer son destin ou, dans une république, représente la qualité politique machiavélienne par excellence parce qu'elle illustre la capacité de l'homme à résister à l'adversité (à la *fortuna* et aux *tempi avversi*, « temps difficiles », en italien, c'est-à-dire ceux des défis et des crises) en profitant de l'*occasione* » (Fournel & Zancarini, 2002 : 195). Par conséquent, le moyen le plus sûr pour déjouer les pièges de la Fortune, ce serait d'émerveiller les citoyens par un langage trompeur et des réalisations faites pour tailler au prince une bonne réputation et non pour servir les intérêts du peuple :

Les hommes, *in universalis*, jugent plutôt aux yeux qu'aux mains, car chacun peut voir facilement, mais comprendre bien peu. Tout le monde voit bien ce que tu sembles, mais bien peu ont le sentiment de ce que tu es ; et ce peu de gens-là n'osent contredire l'opinion du grand nombre (Machiavel, 1980, chap. XVIII : 109).

Le vulgaire ne « juge que de ce qu'il voit et de ce qui advient ; or, en ce monde, il n'y a que le vulgaire ; et le petit nombre ne compte point, quand le grand nombre a sur quoi s'appuyer » (*Ibid.*, chap. XIX : 110). De ce fait, Machiavel « aborde les faits à la manière idéaliste et sans illusions de Boccace (Guillemain, 1947 : 42). » Sa logique est comme une « science dont chacune de ses parties fait l'analyse de l'aspect de l'activité rationnelle » (Frappier, 1977 : 118). Dans sa mise en forme et son exposition, la pensée politique donne ainsi lieu à une argumentation d'idées ou « "argumentation idéelle" relative à leur expression, étant donné qu'une idée bien exposée et bien défendue va rallier plus d'adhérents qu'une idée supérieure qui serait mal présentée et moins bien défendue » (Gauthier, 1990 : 116). Le préalable à la réussite d'une telle stratégie est que le dirigeant politique doit caresser le peuple dans le sens du poil en évitant les « choses qui lui vaudraient haine et mépris » (Machiavel, 1980, chap. XIX : 110), quitte à employer les appâts de la servitude, car la « nécessité fait la vertu et que le rapport à la nécessité relève de l'action » (Vivanti, 2007 : 46). De la sorte, un prince « doit trouver un moyen qui fasse que ses sujets, toujours et en toutes sortes de fortunes, aient besoin de l'État et de lui, et ils lui seront après toujours fidèles » (Machiavel, 1980, chap. IX : 78). Ainsi, la philosophie politique machiavélienne fait de la ruse une forme de sagesse, qui s'appuie sur une « logique de fondation et de rupture avec le passé » (Vivanti, 2007 : 196) et selon laquelle « il advient que ce qui est hors de gonds de coutume, on le croid hors des gonds de raison » (Montaigne, 1978, Livre I, Essai XXIII : 116).

Prenant le contrepied de Machiavel dans *L'Éducation du prince*, Érasme résume la principale mission du dirigeant politique à la consécration aux « arts de la paix » (2016), non selon l'éthique aristocratique. Dans l'« impossibilité d'un monde pacifié » (Vivanti, 2007 : 43), Montaigne prône la guerre selon le *style*

antique des Romains, « qui fut combattre de vertu, non de finesse, ni par surprisnes et rencontres de nuict : ny par fuites apostées, et recharges inopinées : n'entreprenans guerre qu'apres l'avoir denoncée, et souvent apres avoir assigné l'heure et lieu de la bataille » (Montaigne, 1978, Livre I, Essai V : 25). Ces deux penseurs humanistes mettent l'accent sur l'éducation du prince et du peuple, c'est-à-dire de l'homme en général dans la mesure où ce qui fait l'homme fait en même temps la bête, ambivalence reprise dans la formule oxymorique *animal rationale* par Michel Muglioni (2015), selon l'« l'humanisme animalier » de Martin Heidegger, et qui est en fait une problématisation épistémologique de la dichotomie métaphysique liée à la condition humaine. En effet, l'homme est soumis dès la Création à la double postulation, vers le Bien ou vers le Mal : « L'Éternel Dieu fit pousser du sol des arbres de toute espèce, agréables à voir et bons à manger, et l'arbre de la vie au milieu du jardin, et l'arbre de la connaissance du bien et du mal » (Genèse 2 : 9). Or, de l'homme à la bête, il n'y a qu'un pas à franchir. De ce fait, le Bien et le Mal définissent la trajectoire ontologique de l'être humain ; sa destinée métaphysique aussi : « Allah n'impose à aucune âme une charge supérieure à sa capacité. Elle sera récompensée du bien qu'elle aura fait, punie du mal qu'elle aura fait » (Le Coran, 2 : 286).

Pourtant, Machiavel, en analysant avec finesse l'environnement géopolitique et idéologique de son époque, a compris et essayé de démontrer dans *Le Prince* que ce combat métaphysique entre le Bien et le Mal, Le Créateur (Dieu) et l'Ange déchu (Satan) trouve son reflet et son sens dans la société humaine, plus particulièrement dans l'espace politique, terreau le plus propice à l'affrontement idéologique et au choc des ambitions humaines.

Durant cette époque charnière marquant la fin du Moyen-Âge et le début des Grandes Découvertes et de la Renaissance, les traités d'éducation et de science politique se font siennes les mises en garde des Textes sacrés et s'accordent sur la nécessaire concordance entre la morale religieuse et l'éthique politique. La corruption des mœurs politiques serait donc la pire chose qui puisse arriver à une nation, car elle finit toujours par gangrérer tout le tissu social.

3. Perspective axiologique du pamphlet politique

Né trois après la mort de Machiavel, en 1530, La Boétie est théoriquement l'exemple parfait du contempteur du pouvoir aristocratique. Dans le *Discours de la servitude volontaire ou le Contr'un*, écrit en 1548, il « fustige les vices et celui qui, au sommet, en donne un scandaleux exemple » (Ridolfi, 2019 : 24) en se servant de la coutume et des priviléges que son rang lui octroie :

Mais certes la coutume, qui a en toutes choses grand pouvoir sur nous, n'a en aucun endroit si grande vertu qu'en ceci, de nous enseigner à servir et, comme l'on dit de Mithridate qui se fit ordinaire à boire le poison, pour nous apprendre à avaler et ne trouver point amer le venin de la servitude (La Boétie, 1922 : 68).

La critique des dangers de la coutume trouve sa justification dans le fait que celle-ci trahit le *pactum subjectionis*, par lequel « les gouvernés s'engagent à obéir aux dirigeants, gouvernants qui ont pour mission d'œuvrer en vue du bien commun » (Lallement, 2017 : 36) :

Quel merveilleux exemple nous en a laissé la sapience divine, qui, pour établir le salut du genre humain et conduire cette sienne glorieuse victoire contre la mort et le péché, ne l'a voulu faire qu'à la mercy de nostre ordre politique ; et a soubmis son progrez, et la conduite d'un si haut effect et si salutaire, à l'aveuglement et injustice de nos observations [coutumes] et usances : y laissant courir le sang innocent de tant d'esleuz ses favoriz, et souffrant une longue perte d'années à meurir ce fruct inestimable (Montaigne, 1978, Livre I, Essai XXIII : 121).

Par tromperie, les serviteurs volontaires « perdent-ils souvent la liberté, et, en ce, ils ne sont pas si souvent séduits par autrui comme ils sont trompés par eux-mêmes » (La Boétie, 1922 : 67). Ils sont pour ainsi dire *charmés* (du latin *carmen*, de *canere* « chanter » ; par extension *incantamentum*, « enchantement par magie ») par cette magnificence à la fois sournoise et maniaque par laquelle le prince « s'applique à ne point se faire haïr en pratiquant la bête et l'homme, c'est-à-dire en usant, s'il le faut, de la ruse et de la dissimulation, mais aussi en faisant preuve de parcimonie et de mesure » (Machiavel, 1980, chap. XVI : 100 et 108). L'adoption d'une argumentation de type stratégique, qui consiste à « conforter sa crédibilité (ou [de] saper

celle de son adversaire) ou de susciter l'émotion d'un auditoire dans le but de gagner son adhésion » (Gauthier, 1990 : 124), justifie et renforce l'apparence de vertu et de puissance du prince.

Toutefois, cette ruse chthonienne, qui consiste à dire : « où la peau du lion ne peut suffire, il faut y coudre un lopin de celle du renard » (Montaigne, 1978, Livre I, Essai V : 26), est une violation du contrat social, principe fondamental de l'état de société (par opposition à l'état de nature) dans lequel le pacte social promeut un ordre social au service exclusif de l'intérêt commun (Rousseau, 2001). Cette transgression est un exemple édifiant de la corruption des moeurs politiques, rangée par Montaigne parmi les péchés cardinaux qui sapent la cohésion du tissu social : « En vérité le mentir est un maudit vice. Nous ne sommes hommes, et ne nous tenons les uns aux autres que par la parole. Si nous en connoissions l'horreur et le poids, nous le poursuivrions à feu plus justement que d'autres crimes. » (*Ibid.*, Essai IX : 36). C'est la raison pour laquelle la naïveté est un vilain défaut pour qui s'engage en politique.

Or, Machiavel, républicain dont la théorie politique se situe aux antipodes de la « morale courtisane » (Guillemain, 1947 : 41), élabore les contours d'une stratégie de veille et fait de la lucidité et de la méfiance les vertus politiques par excellence :

Et si certains estiment que tel prince doit sa réputation de sagesse non à sa nature, mais aux bonnes têtes qu'il a autour de lui, assurément ils se trompent bien fort. Cette règle générale n'est jamais en défaut, qu'un prince s'il est n'est pas sage de soi-même, ne saurait être bien conseillé, à moins que d'aventure il ne se repose et remette entièrement sur un seul qui le gouverne en tout, et que celui-là soit homme fort sage (Machiavel, 1980, chap. XXIII : 135).

Pourtant, La Boétie voit, dans cette ruse de prince soucieux de se maintenir au pouvoir, une imposture. Ce, d'autant plus que la corruption des moeurs politiques s'accompagne inéluctablement de celle des moeurs sociales. En voulant diviser pour mieux régner, le prince, devenu « tyran » chez l'ami de Montaigne, n'hésite pas à corrompre la nature humaine par le truchement de ce qu'il appelle les « appâts de la servitude » :

Les théâtres, les jeux, les farces, les spectacles, les gladiateurs, les bêtes étranges, les médailles, les tableaux

et autres telles droggeries, c'étaient aux peuples anciens les appâts de la servitude, le prix de leur liberté, les outils de la tyrannie [...] pour endormir leurs sujets sous le joug (La Boétie, 1922 : 81-82).

Alors que Machiavel poursuit un « idéal savant d'un perfectionnement de la nature par l'étude » (Vivanti, 2007 : 46), La Boétie cherche à faire retrouver aux sujets de Sa Majesté le « caractère bienheureux de l'innocence première » (*Idem*).

Pourtant, la déconstruction du mythe du despote bienveillant et raisonnable, pour ne pas dire froid calculateur, pesant des œufs de mouche sur une balance en toile d'araignée, que le secrétaire florentin expose dans *Le Prince*, renvoie à un « humanisme civique » qui interroge la possibilité de la concorde ou de la vie commune harmonieuse dans une société égalitaire (Ménissier, 2010 : 37), qui prend les relents de la « propagande progressiste », selon une expression consacrée par Tchakhotine (1939).

Toutefois, il va sans dire que cet idéal ne peut se réaliser dans un espace politique où le prince ne s'encombre d'aucun scrupule pour faire l'homme et la bête lorsque les circonstances l'exigent. Ce pragmatisme déroutant de la *virtù* machiavélienne rappelle le règne de Laurent de Médicis, durant lequel « le luxe et le jeu, la luxure et la sodomie [...] prirent plus d'ampleur et la honte en devint moindre » (Ridolfi, 2019 : 24). De plus, le relâchement des mœurs politiques et sociales s'accompagne d'un déclin de la religion. Les vices des laïcs en étaient, « pour une part, la cause, pour une grande part, l'effet de ceux des prêtres et des moines ; et venait de Rome le pire des exemples, surtout depuis l'avènement, l'accession au pontificat de cet Alexandre » (*Idem*) :

Les tyrans même trouvaient bien étrange que les hommes pussent endurer un homme leur faisant mal ; ils voulaient fort se mettre la religion devant pour garde-corps, et, s'il était possible, emprunter quelque échantillon de la divinité pour le maintien de leur méchante vie (La Boétie, 1922 : 86-87).

Dans le *Discours*, l'énonciation polémique met en face d'une autorité morale (institutionnelle, dans la délibération machiavélienne) trois types de destinataires : un métadestinataire, qui transcende le cadre spatio-temporel ; le sujet soumis et apathique ; le sujet éveillé, prêt à franchir le Rubicon

en brisant les chaînes de la soumission aveugle, c'est-à-dire cet « homme intelligent et de bonne volonté qui a bien suivi le raisonnement et qui s'est ainsi distingué du "gros populas", ou au complice objectif de la tyrannie qui, ayant pris conscience de l'absurdité de son comportement, doit accepter de le modifier » (Malandain, 1980 : 38). Les arguments de culpabilité par association (Gauthier, 1990 : 132) permettent d'expliquer l'attitude lâche du peuple aveuglément soumis, signifiant par celle-ci une collusion entre oppresseurs et opprimés. Le serviteur volontaire est jugé en fonction de son entourage et par rapport au contexte politique où il évolue, lesquels orientent et conditionnent son appartenance idéologique, même implicite, et son comportement, nourri par un secret désespoir et une accoutumance envoûtante.

Dans une perspective axiologique, l'argument *ad hominem*, qui dénote « l'incompatibilité de la thèse énoncée avec quelque aspect relatif à l'argumentateur » (*Ibid.* : 136), peut être brandi contre le secrétaire florentin pour peu que l'on confronte sa conception de la *virtù* politique au contexte historique des guerres civiles dans l'Italie du XVI^e siècle et aux paradoxes qu'engendrent la défense et l'illustration de la politique du bâton et de la carotte. De la même manière, La Boétie utilise le sophisme de l'enchantement pour sonner le réveil des sujets dominés (le fameux *Contr'un*), fascinés et pour ainsi dire ensorcelés par le seul nom d'un (La Boétie, 1922 : 3) : « Ces misérables voient reluire les trésors du tyran et regardent tout ébahis les rayons de sa braveté ; et, alléchés de cette clarté, ils s'approchent, et ne voient pas qu'ils se mettent dans la flamme qui ne peut faillir de les consommer » (La Boétie, 1922 : 99).

Le destinataire est de ce fait associé à la démarche intellectuelle et heuristique du destinateur, mais toujours dans le cadre de l'universalité liée à l'humaine condition (Malandain, 1980 : 36), « afin de lui montrer les potentialités que recèle sa propre nature lorsqu'il est sommé de se découvrir dans le feu de l'action » (Vivanti, 2007 : 47) et de sonner la trompette de la délivrance :

Encore ce seul tyran, il n'est pas besoin de le combattre, il n'est pas besoin de le défaire, il est de soi-même défait, mais

que le pays ne consente à sa servitude ; il ne faut pas lui ôter rien, mais ne lui donner rien ; il n'est pas besoin que le pays se mette en peine de faire rien pour soi, pourvu qu'il ne fasse rien contre soi. [...] Soyez résolus de ne plus servir, et vous voilà libres (La Boétie, 1922 : 55-56 et 60).

Manifestée par une énonciation à la fois pamphlétaire et délibérative, les stratégies argumentatives boétiennes suscitent la controverse selon toutes les modalités discursives de la raison, de la conviction, de l'exclusion, jeux manifestant les degrés d'insertion du pamphlet dans une conjoncture d'idées, de valeurs et de jugements (Vignoux, 1978 : 287). Deux affects imprègnent la manière de La Boétie d'appréhender le phénomène qui le scandalise : l'étonnement et la pitié (Barsotti 2019 : II), sentiments qu'il partage d'ailleurs avec son ami Montaigne :

Ceux qui sont induits à la monarchie en font de mesme. Et quelque facilité que leur preste fortune au changement, lors mesme qu'ils se sont, avec grandes difficultez, deffaitz de l'importunité d'un maistre, ils courent à en replanter un nouveau avec pareilles difficultez, pour ne se pouvoir résoudre de prendre en haine la maistrise (Montaigne, 1978, Livre I, chap. xxiii : 116).

Au regard de cet appel à la prudence, de ce conservatisme frileux de Montaigne, faut-il, pour autant, qualifier La Boétie d'utopiste ? Jacques D'Hondt soupçonne l'utopiste de bricolage d'« un paradis, plus ou moins séduisant, affranchi de toute oppression et de toute humiliation » (1974 : 150). Ce faisant, ce dernier n'envisage pas que « la condition humaine [disons d'esclave] puisse être modifiée par les hommes qui la subissent » (*Idem*) dans la mesure où ce statut social « leur octroie souverainement¹ la liberté, la dignité et le bonheur » (*Idem*). Il faut préciser que le jeune pamphlétaire humaniste ne fait que décrire, par un jeu de procédés argumentatifs persuasifs, la réalité d'un système politique dans lequel le tyran est plus proche de la bête que de l'homme en ce sens qu'il est, en tous points de vue, « envers tous [ses sujets] irhumain et cruel » (La Boétie, 1922 : 3) au point de créer une sorte de syndrome de Stockholm (Tomasella, 2015 ; Ferenczi, 2006 ; Fromm, 1941) :

¹ Nous avons souligné.

D'où a-t-il pris tant d'yeux, dont il vous épie, si vous ne les lui ballez ? Comment a-t-il tant de mains pour vous frapper, s'il ne les prend de vous ? Les pieds dont il foule vos cités, d'où les a-t-il, s'ils ne sont des vôtres ? Comment a-t-il aucun pouvoir sur vous, que par vous ? Comment vous oserait-il courir sus, s'il n'avait intelligence avec vous ? Que vous pourrait-il faire, si vous n'étiez recéleurs du larron qui vous pille, complices du meurtrier qui vous tue et traîtres à vous-mêmes ? [...] Certainement en si grand nombre de gens qui se sont trouvés jamais près de tant de mauvais rois, il en a été peu, ou comme point, qui n'aient essayé quelquefois en eux-mêmes la cruauté du tyran qu'ils avaient devant attisée contre les autres : le plus souvent s'étant enrichis, sous l'ombre de sa faveur, des dépouilles d'autrui, ils l'ont à la fin eux-mêmes enrichi de leurs dépouilles (La Boétie, 1922 : 58-59 et 95-96).

En outre, la violence discursive fulgurante, contextualisée par le satiriste politique à l'aide de différentes étapes d'incompréhension, d'étonnement, de conjecture et d'exhortation à la révolte, se signale par des marqueurs discursifs de rupture (durcisseurs, lexique péjoratif, effets syntaxiques, intonatifs, etc.), des adoucisseurs et des actes de langage dépréciatifs indirects (mépris, provocation, déni...), jouant sur les deux axes paradigmatic et syntagmatique de la communication interpersonnelle, voire de la politesse et de l'impolitesse linguistiques (Brown & Levinson, 1987 ; Kerbrat-Orecchioni, 2005 : 69-88) à visée de renversement et de persuasion (Moïse, 2012) pour arracher *l'esclave* politique de son sommeil *millénaire*, dans lequel l'a plongé la *bête* politique :

Reste donc la liberté naturelle, et par même moyen, à mon avis, que nous ne sommes pas nés seulement en possession de notre franchise, mais aussi avec affectation de la défendre. Or, si d'aventure nous nous faisons quelque doute en cela, et sommes tant abâtardis que ne puissions reconnaître nos biens ni semblablement nos naïves affections, il faudra que je vous fasse l'honneur qui vous appartient, et que je monte, par manière de dire, les bêtes brutes en chaire, pour vous enseigner votre nature et condition (La Boétie, 1922 : 63).

Cette violence polémique s'appuie à ce stade du *Discours* sur des actes de langage directs et explicites, une « argumentation et des

figures de rhétorique à visée satirique et persuasive » (Moïse, 2012). De la sorte, elle repose sur une « dimension vexatoire » (*Ibid.*) à l'adresse du serviteur volontaire (*argument ad personam*, ironie mordante, réfutation, *argument ad hominem*, etc.).

En réalité, la finalité de la violence fulgurante, dans le *Discours*, est de montrer les effets néfastes du pacifisme de mauvais aloi qui enveloppe d'un voile ténébreux la liberté des citoyens. Il s'agit de retirer ce qu'on a donné ou ce dont on a été dépossédé afin de réconcilier la république avec elle-même en restaurant le pacte social à travers la reconstitution du corps politique et le renouvellement de la confiance de l'électeur en l'élu :

Les hardis, pour acquérir le bien qu'ils demandent, ne craignent point le danger ; les avisés ne refusent point la peine : les lâches et engourdis ne savent ni endurer : le mal, ni recouvrer le bien ; ils s'arrêtent en cela de le souhaiter, et la vertu d'y prétendre leur est ôtée par leur lâcheté ; le désir de l'avoir leur demeure par la nature (La Boétie, 1922 : 57).

Cette exhortation met en perspective la devise des Lumières ou le *Sepere Aude* kantien, comme un appel à se servir de son entendement, de sa propre intelligence afin de subjuger l'innommable et l'insoutenable péché de la servitude volontaire et de ses corollaires (veulerie, irresponsabilité, fatalisme, fanatisme, déficience intellectuelle, obscurantisme, etc.), revêtus d'une chape de plomb par une autorité arbitraire et impitoyable en réalisant l'acte ontologique par excellence : sortir de sa Minorité (Kant, 1995 : 25).

Conclusion

La *virtù* machiavélienne, mélange d'habileté, de force, de rigueur, de souplesse et de courage s'appuie sur l'art de la dissimulation, voire sur le marketing politique, dans sa version aristocratique. Certes le secrétaire florentin est un philosophe amoureux du style dépouillé que trahit un dogmatisme qui fait du vécu l'allié le plus sûr du conseiller politique ; de la nuance, l'arme de prédilection de l'homme politique : « Machiavel est un philosophe dans une certaine mesure ; mais il est aussi et peut-être surtout un historien de son temps ; enfin il est une personne de l'histoire » (Guillemain, 1947 : 12). Ainsi, le seul principe qui

fonde sa réflexion est « la nécessité de s'adapter aux temps, en fonction des exigences et des comportements divers de la nature humaine » (Vivanti, 2007 : 9). *Le Prince* cherche à voler au secours d'une Italie désunie, occupée et pillée, en proie à une « tyrannie barbare qui donne la nausée à tout le monde » (Machiavel, 1980, chap. XXVI : 146).

C'est un paradoxe qu'un philosophe réformateur en vient à promouvoir la culture de la paix par la culture de la violence. Il faut préciser que, pour bénéficier des fruits de l'expérience de la *virtù* politique, la souffrance et la résilience sont les voies royales :

[...] il était nécessaire, pour montrer la *virtù* de Moïse, que le peuple d'Israël fût esclave en Égypte ; pour connaître la grandeur d'âme de Cyrus, que les Perses fussent opprimés par les Mèdes ; l'excellence de Thésée, que les Athéniens fussent dispersés ; ainsi à présent, pour faire connaître la *virtù* d'un esprit italien, il était nécessaire que l'Italie fût réduite aux termes dans lesquels on la voit : qu'elle fût plus esclave que les Juifs, plus serve que les Perses, plus dispersée que les Athéniens, sans chef, sans ordre, battue, pillée, dépecée, envahie par les étrangers, bref, qu'elle eût enduré tous les malheurs (*Ibid.* : 142).

En tenant compte de « l'essor d'une littérature particulière liée à la bonne police », en étroite relation avec « la maîtrise d'un territoire, la sécurité qui y règne et le contrôle de la conduite des sujets » (Ménissier, 2010 : 24), il est permis d'affirmer que la *virtù* machiavélienne est un hymne du courage et du patriotisme. En cela, le machiavélisme « privilégie une forme transformationnelle [voire ambivalente] du leadership qui implique un leadership de type coopératif et un leadership de type autoritaire » (Dahe, 2018 : 39).

Or, ces qualités morales ne peuvent ignorer le noeud gordien de l'éthique qui sous-tend la philosophie et l'action politiques : « [...] qu'il n'y a rien à bon escient en nostre puissance que la volonté : en celle là se fondent par nécessité et s'establissent toutes les reigles du devoir de l'homme » (Montaigne, 1978, Livre I, Essai VII : 30). Ainsi, s'il est vrai que Machiavel, dans l'exercice de l'autorité politique, relègue le peuple au second rang et réserve au prince la part du lion, Érasme, le père des humanistes, montre, dans *l'Institution du Prince chrétien* (*Institutio principis*

christiani, 1516) que la responsabilité centrale du dirigeant politique est de « gouverner pour le bien général et non pour le sien propre » (2016 : 12). En effet, l'état de société suprême relève plus d'un idéal à conquérir que d'un état « naturel ». Sous cet angle, il faut préciser que le siècle des Lumières fut une période cruciale dans la longue Marche de l'Humanité, car il a permis de réaliser *l'humanus* dans *l'Homo* en consacrant sa liberté (De Salle, 2010 : 18) d'un quadruple point de vue (scientifique, ontologique, social et économique), à condition d'intégrer la violence qui l'a traversé dans le mouvement tellurique qui nourrit cette interminable marche. Il faut donc lire le machiavélisme, l'humanisme civique de La Boétie et le conservatisme éclairé de Montaigne comme les représentations logico-discursives d'un « état de vigilance éternelle », prix à payer, selon Thomas Jefferson, pour la liberté (cité par De Salle, *Idem*).

Bibliographie

- BARSOTTI, Bernard (2019). *De la servitude volontaire. Pertinence du Contr'un de La Boétie*. Paris : Les Belles Lettres.
- BROWN, Penelope & Levinson Stephen C. (1987). *Politeness: Some Universals in Language Usage*. Cambridge: Cambridge University Press.
- CAMPI, Alessandro (2017). *Machiavel et la conjuration politique. La lutte pour le pouvoir dans l'Italie de la Renaissance*. Paris : L'harmattan.
- DAHE, Stéphane Youldé (2018). Le leardership politique chez Machiavel. In Christophe Yahot (dir.), *Mélanges philosophiques* (pp. 31-47), vol. 2, Abidjan : L'Harmattan.
- D'HONDT, Jacques (1974). Utopie et liberté. In *Philosophiques*, vol. 1, n° 2, 141-156.
- DUPUIS-DERI, Francis (2009). La fiction du contrat social : achronie libérale, utopie anarchiste. In *Politique et Sociétés*, vol. 28, n° 2, 3-24.
- ÉRASME (2016 [1516]). *L'Éducation du prince chrétien [ou l'art de gouverner]*, traduit du latin par Anne-Marie Greminger et présenté par Jean-Cchristophe Saladin. Paris : Les belles Lettres.
- FERENCZI, Sándor (2006). *Le Traumatisme*. Paris : Fayot.
- FOURNEL, Jean-Louis, Zancarini, Jean-Claude (2002) *La politique de l'expérience : Savonarole, Guicciardini et le républicanisme florentin*, Lyon : ENS Editions.
- FRAPPIER, Georges (1977). L'art dialectique dans la philosophie d'Aristote. In *Laval théologique et philosophique*, 33(2), 115-134.

- FROMM, Erich (1941). *The Fear of Freedom*. New York City : Farrar & Rinehart
- GAUTHIER, Gilles (1990). L'argumentation stratégique dans la communication politique : le débat télévisé L'Allier Bertrand. In *Politique*, n° 17, 113-141.
- GUILLEMAIN, Bernard (1947). *Machiavel : l'anthropologie politique*, Genève : Librairie Droz.
- KANT, Emmanuel (1995 [1784]). *Qu'est-ce que les Lumières ?* Paris : Garnier Flammarion.
- KERBRAT-ORECCHIONI, Catherine (2005). La construction de la relation interpersonnelle : quelques remarques sur cette dimension du dialogue. In *Cahiers de la linguistique française*, n°16, 69-88.
- KNOP, Déborah, Balsano, Jean (2014). *De la servitude volontaire. Rhétorique et politique en France sous les derniers Valois*. Rouen/Havre : Presses universitaires de Rouen et du havre.
- LA BOETIE, Étienne de (1922). *Discours de la servitude volontaire*, suivi du Mémoire touchant l'Édit de 1562 et d'une Lettre de M. le conseiller de Montaigne, avec une introduction et des notes de Paul Bonnefon. Paris : Éditions Bossard.
- LALLEMENT, Michel (2017) [1993]). *Histoire des idées sociologiques. Des origines à Weber*, 5ème édition. Paris : Armand Colin.
- LAZALI, Karima (2018). *Le trauma colonial. Une enquête sur les effets psychiques et politiques contemporains de l'oppression coloniale en Algérie*. Paris : La Découverte.
- LUCIANI, Sabine (2015). L'homme et l'animal dans l'anthropologie cicéronienne. In Sabine Föllinger (dir.), *Anthropologiein Antike und Gegenwart. Biologische und philosophische Entwürfe vom Menschen*. Baden-Baden : Karl-Alber Verlag, 97-117.
- MACHIAVEL, Nicolas (1980 [1532]). *Le Prince* suivi des Œuvres politiques et d'un choix des Lettres familiaires. Paris : Éditions Gallimard.
- MALANDAIN, Pierre (1980). La Boétie et la politique du texte. In *Bulletin de l'Association d'étude sur l'humanisme, la réforme et la renaissance*, n°12, 33-41.
- MÉNISSIER, Thierry (2010). *Machiavel : la politique du centaure*. Paris : Hermann Éditeurs.
- MOÏSE, Claudine (2021). Argumentation, confrontation et violence verbale fulgurante. In *Argumentation et Analyse du Discours*, n° 8. <URL : <http://aad.revues.org/1260>> [Consulté le 12 mars 2020].
- MONTAIGNE, Michel de (1978 [1924]). *Les Essais de Michel de Montaigne*, édition conforme au texte de l'exemplaire de Bordeaux, par Pierre Villey, réédité sous la direction et avec une préface de Verdun-Léon Saulnier. Paris : Presses Universitaires de France.

- MUGLIONI, Michel (2015/3). L'affaire de l'*animal rationale* ou l'humanisme animalier selon Martin Heidegger. Dans *L'Enseignement philosophique*, 65^e Année, n°3, 3-18.
- ONFRAY, Michel (2017). *La Parole au peuple*. Paris : Éditions de l'Aube.
- RIDOLFI, Roberto (2019 [2014]). *Vie de Nicolas Machiavel*, trad. de l'italien par Paul Larivaille. Paris : Les Belles Lettres.
- ROUSSEAU, Jean-Jacques (2001 [1762]). *Du contrat social*. Paris : Garnier Flammarion
- SALLE, Corentin de (2010). *La Tradition de la liberté*, tome I et II. *Les Lumières libérales*. Paris : Institut Coppet.
- TCHAKHOTINE, Serge (1939). *Le viol des foules par la propagande politique*. Paris : Gallimard.
- TOMASELLA, Saverio (2015). *La folie cachée*. Paris : Albin Michel.
- VIGNOUX, Georges (1978). L'Argumentation pamphlétaire : effets de sens, effets de pouvoir. In *Études littéraires*, vol. 11, n° 2, 283-297.
- VIROLI, Maurizio (1999). *Républicanisme*, traduit de l'italien par Christopher Hamel (2011). Paris : Bord de l'eau)
- VIVANTI, Corrado (2007). *Machiavel ou les temps de la politique*, traduit de l'italien par Imbert Molina. Paris : Éditions Desjonquères.



Revue Africaine de Communication

La Revue Africaine de Communication (RAC), qui s'adresse, entre autres, aux chercheurs, enseignants-chercheurs, doctarrants et professionnels de l'information et de la communication, publie des articles inédits à caractère scientifique dans les domaines des sciences et des technologies de l'information et de la communication.

De plus, elle a pour principal objectif de contribuer, le plus largement possible, au développement des théories et des pratiques portant sur les sciences et les techniques de l'information et de la communication, mais aussi sur l'analyse du discours, le droit, l'éthique et la déontologie des médias. Les domaines de l'information et de la communication sont articulés à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, l'analyse du discours, le management, le marketing et la culture dans sa diversité. La RAC, qui se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, accepte aussi, dans sa partie Varia, des articles des autres disciplines dont l'intérêt pour le développement des sciences de l'information et de la communication, en particulier, le progrès scientifique, en général, est évident.

Ce numéro spécial de la **Revue Africaine de Communication** se donne, entre autres, pour objectif de réfléchir sur la manière dont les crises contemporaines multiformes modifient profondément les relations dynamiques entre les gouvernants, les acteurs des médias et les citoyens.

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

